

Subject Files Regarding Organization
Structure and Responsibilities
C/ORG/130/1-Annexes

3/5

21/07/1960-30/04/1966

**PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER**

UN ARCHIVES

SERIES	<u>5-0730</u>
BOX	<u>6</u>
FILE	<u>2</u>
ACC	<u>DAG-13/1.6.1.0</u>

DISTRIBUTION RESTREINTE -

Secrétariat seulement

Rapport intérimaire N° 1
sur les
Opérations civiles des Nations Unies
au Congo
(janvier - mars 1962)

Distribué par le Bureau
du Chef des Opérations civiles
de l'ONUC à Léopoldville

Avertissement

Le présent rapport est le premier d'une série de rapports intérimaires sur le déroulement des opérations civiles au Congo pendant les premier et troisième trimestres de chaque année, qui ne seront distribués qu'à l'intérieur du Secrétariat. Deux **rapports** d'activité semestriels seront désormais publiés à l'extérieur.

Dans le présent rapport, FC signifie "francs congolais" et "dollar" s'entend du dollar des Etats-Unis.

INTRODUCTION

Au début de l'opération civile des Nations Unies au Congo, l'ONUC publiait un rapport d'activité tous les mois ; par la suite, ces rapports ont paru tous les deux mois. On jugeait utile, à l'époque, de faire des rapports assez fréquents : en effet, la plupart de ceux auxquels ils s'adressaient connaissaient mal le programme, les besoins du Congo en matière d'assistance économique et technique n'apparaissaient que peu à peu dans toute leur immensité, enfin il était souhaitable de familiariser les autorités congolaises elles-mêmes avec l'assistance prêtée par les Nations Unies et de les tenir au courant de son déroulement.

Le temps a passé, le programme s'est affirmé, et il est de plus en plus difficile d'éviter de se répéter si l'on continue à publier des rapports fréquents. C'est pourquoi le Sous-Secrétaire aux opérations civiles des Nations Unies au Congo, M. Godfrey Amachree, a consenti à ce que l'ONUC ne publie désormais que deux rapports officiels par an. Le premier, qui rendra compte de l'exécution du programme d'opérations civiles pendant le premier semestre de 1962, doit paraître en juillet.

Cependant, il est un petit nombre de personnes directement mêlées à la mise en oeuvre du programme au sein de l'ONU et des institutions spécialisées, qui ont besoin d'un genre de rapport un peu différent leur apportant des renseignements sur les problèmes et les difficultés rencontrés qui n'ont guère leur place dans un rapport destiné au grand public. C'est pourquoi M. Amachree a décidé qu'en plus des deux rapports d'activité officiels, on publierait deux rapports à distribution restreinte, dont celui-ci est le premier. Un deuxième rapport du même ordre, qui paraîtra pendant le deuxième semestre de cette année, contiendra un examen critique des progrès réalisés et des obstacles auxquels on se sera heurté dans l'exécution du programme de 1962.

Les personnes qui recevront le présent rapport sont en conséquence priées de vouloir bien le considérer comme strictement confidentiel.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Situation économique et financière	1
Programmes de formation et bourses de perfectionnement	3
Agriculture	7
Communications	
Aviation civile	9
Météorologie	11
Services postaux	13
Télécommunications	15
Education	17
Santé publique	19
Magistrature	21
Travail	22
Ressources naturelles et industrie	24
Administration publique (y compris la Police)	26
Travaux publics	27
Radiodiffusion	29
Affaires sociales	30

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Activités du Conseil monétaire

Les réserves de change du pays, qui s'élevaient à 24 millions de dollars à la fin de décembre 1961, étaient tombées à 22,6 millions au 31 mars 1962. La diminution a pu être ainsi limitée, malgré des décaissements de l'ordre de 40 millions de dollars au cours du premier trimestre de 1962, grâce au versement du solde de la seconde tranche de l'aide fournie au Congo par l'Agence américaine de développement international (AID), soit 10,2 millions de dollars, et à une rentrée de 28,4 millions de dollars provenant des cessions ONU et des exportations.

En raison de la baisse des rentrées d'exportations en perspective, le Conseil monétaire a été amené à prendre plusieurs mesures visant à restreindre la diminution des réserves de change : limitation des transferts d'économies au profit des techniciens étrangers ; interdiction aux non-résidents de payer en francs congolais les voyages aériens à l'intérieur et à l'extérieur du Congo ; restriction au crédit documentaire à change couvert pour les importations ; interdiction du financement des opérations de change pour les transactions dites invisibles ; resserrement du contrôle des prix à l'importation et à l'exportation ; obligation de payer en devises les services prêtés par l'étranger aux armements étrangers.

Au cours de la période considérée, le Conseil monétaire a rejeté de nombreuses demandes d'autorisation de change. Néanmoins, sur la pression des autorités congolaises dont il dépend, il a dû céder des montants importants de devises pour des opérations dont l'utilité économique ne paraissait guère justifiée. La position prise à cet égard par le Conseil monétaire a déterminé certains parlementaires à présenter à l'approbation de l'Assemblée nationale un projet de loi destiné à enlever au Conseil monétaire le contrôle sur l'Office de change et l'Office des licences, contrairement aux stipulations expresses de l'accord du 12 juin 1961 entre les Nations Unies et la République du Congo.

La circulation fiduciaire au cours de ces trois mois est passée de 10 milliards de FC à 11,4 milliards de FC environ. Cet accroissement relativement modeste est dû à la pénurie de billets dont le volume n'a pu suivre celui de la masse totale des moyens de paiement qui, pendant le même temps, est passée de 26 milliards de FC à 29,5 milliards de FC environ. Malgré un doublement de la masse des moyens de paiement depuis le 30 juin 1960 et une raréfaction des marchandises sur tous les marchés, les prix n'ont haussé, en général, que de cinquante à soixante-cinq pour cent. 1/ Toutefois, la divergence entre la valeur externe de la monnaie au taux actuel et sa valeur interne devient telle qu'en l'absence de contrôle sérieux sur les prix et les douanes et en l'absence de soutien efficace du Gouvernement central, la pression exercée sur les institutions monétaires et du change devient intolérable. Une dévaluation réaliste du franc congolais, qui paraît le seul remède à cette situation, n'est pas une solution politiquement acceptable pour l'instant.

1/ Ce chiffre est calculé d'après l'indice de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'Université Lovanium.

Les crédits à l'Etat s'établissaient à la fin de mars à plus de 17 milliards de FC, soit une augmentation de 2,1 milliards de FC en trois mois et de 14,8 milliards de FC depuis juin 1960. Le déficit des finances publiques - 1.239 millions de FC en mars - ne paraît pas devoir s'atténuer dans un proche avenir malgré les objurgations réitérées du Conseil monétaire et son refus de concéder des crédits au-delà de certaines limites légales.

Des dispositions ont été prises pour que la nouvelle Banque nationale du Congo puisse entrer en fonction le 30 juin 1962. L'émission de nouveaux billets et l'échange des billets en circulation coïncideront avec cette entrée en fonction.

Il faut dire qu'en général, les conditions prévalant au Congo, et plus spécialement les conditions politiques, ont rendu extrêmement difficile la poursuite des objectifs que le Conseil monétaire s'était fixés.

Douanes

En vue d'augmenter l'efficacité des bureaux de douane, les experts de l'ONUC se sont attachés tout particulièrement à la formation pratique et théorique du personnel congolais ainsi qu'à la réorganisation et au renforcement du contrôle et de la surveillance. Partout où cela a été possible, les experts de l'ONUC se sont évertués à augmenter leur participation à toutes les activités de la Direction des douanes.

Sur la demande de la Direction des douanes, l'assistance technique des experts de l'ONUC a été étendue aux activités douanières de Bukavu, d'Albertville et de Luluabourg. Malheureusement, les difficultés de recrutement d'experts sont telles qu'il n'a pas toujours été aisé de répondre aux sollicitations de la Direction des douanes et de profiter de ses bonnes dispositions pour étendre l'influence de l'ONUC à tous les secteurs des activités douanières. La Direction des douanes insiste pour avoir au moins un technicien de l'ONUC à chaque contrôle et à chaque bureau de douane important du Congo.

Au cours de la période considérée, les experts de l'ONUC se sont attelés à la tâche difficile de rétablir de bons rapports entre la Direction des douanes et certains contrôles provinciaux, notamment au Kivu et en Orientale. D'une façon générale, le climat s'est beaucoup amélioré et l'autorité de la Direction a été renforcée. En outre, des experts de l'ONUC ont accompagné le Sous-Directeur des douanes dans plusieurs tournées d'inspection en Province Orientale, en Equateur, au Kasai et au Kivu et, autant que possible, sur les frontières, en vue de renforcer le contrôle. Ces inspections ont pu être effectuées grâce aux moyens de transport de l'ONUC - avions et automobiles.

Les cours de formation du personnel douanier se sont poursuivis de façon satisfaisante à Léopoldville et à Matadi et un nouveau cours a été organisé à Matadi pour les gardes-frontières. Seize stagiaires y reçoivent une formation à la fois théorique et pratique.

PROGRAMMES DE FORMATION ET BOURSES DE PERFECTIONNEMENT

Programmes de formation

Il est fait mention dans les diverses sections du présent rapport des programmes de formation achevés, en cours ou entrepris pendant la période janvier-mars 1962, qui sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Enseignement professionnel déjà donné ou en cours

(1er janvier - 31 mars 1962)

Secteur	Objet et niveau de la formation	Nombre de participants		Durée des cours
		Cours terminés	Cours non terminés	
1.				
Agriculture ...	i) Assistants vétérinaires	22		Longue durée (commencé en sept. 61)
	ii) Agronomes diplômés	14		Deux ans et demi (janv. 61 - oct. 63)
2.				
Communications...	a) <u>Aviation civile</u>			
	i) Contrôleurs de la circulation aérienne (formation pratique) 1/	15		Un an (commencé en janv. 62)
	ii) Contrôleurs de la circulation aérienne (théorie) +	18		Un an (commencé en mars 62)
	iii) Opérateurs radio	12		Plusieurs mois (commencé en oct. 61)
	b) <u>Météorologie</u>			
	i) Prévisionnistes	14		Oct. 61 - avril 62
	ii) Observations météorologiques, Armée nationale congolaise	16		Nov. 61 - mai 62
	c) <u>Ecole postale</u> +	32		Plusieurs mois (ouverte en mars 62)
	d) <u>Télécommunications</u>	29		Plusieurs mois (commencé mi-déc. 61)

Secteur	Objet et niveau de la formation	Nombre de participants		Durée des cours
		Cours terminés	Cours non terminés	
3. Douanes ...	i) <u>Vérificateurs</u> Matadi		45	Plusieurs mois (commencé en août 61)
	Léopoldville cours avancé		25	Dix mois (commencé en août 61)
	ii) <u>Gardes-frontières</u> Matadi +		16	Plusieurs mois (commencé en janv. 62)
4. Education ...	Institut pédagogique national		76	Ouvert le 5 déc. 61
5. Santé publique ...	Officiers sanitaires		24	Trois ans (commencé en oct. 61)
6. Travail ...	Cadres du Service des pensions +		6	Plusieurs mois (commencé en mars 62)
7. Police ...	i) Ecole de police, Léopoldville		400	Longue durée (commencé en nov. 61)
	ii) Ecole de police, Albertville +	83		Courte durée (janv. - mars 62)
8. Administration publique ...	i) Ecole nationale de droit et d'administration (préparation de diplôme)		293	Quatre ans (ouverte en fév. 61)
	ii) Fonctionnaires supérieurs +		130	Six mois (commencé en janv. 62)
9. Travaux publics ...	Institut national du bâtiment et des travaux publics		35	Quatre ans (ouvert en janv. 62)
10. Affaires sociales ...	Cycle d'étude du développement communautaire Coquilhatville +	44		Deux semaines en mars 62
Total ...		127	1.222	

1/ La phase théorique de ce cours s'est terminée en janvier 1962

+ Cours entrepris pendant le premier trimestre de 1962

Bourses de perfectionnement

Pendant le premier trimestre de 1962, le Service des bourses de l'ONUC s'est occupé de l'attribution de bourses de perfectionnement à l'étranger dans les domaines de l'agriculture, de l'architecture, des communications, de l'éducation, de la médecine et de la police. Les formalités relatives à plus de soixante-dix bourses ont été accomplies.

Les dossiers des trois meilleurs élèves du cours accéléré pour assistants agricoles organisé l'année dernière à Léopoldville ont été présentés au Gouvernement français et les démarches ont été entreprises pour le départ en stage de perfectionnement en France de ces candidats au début de mai.

Le Service des bourses s'est occupé des formalités de voyage (passeports, visites médicales, etc.) de cinq stagiaires de l'Académie des Beaux-Arts de Léopoldville qui ont reçu une bourse du Gouvernement suisse pour un stage de formation pratique en architecture. Les candidats avaient été présélectionnés et leurs dossiers présentés au Gouvernement suisse en 1961.

L'Union internationale des télécommunications, en collaboration avec la République fédérale d'Allemagne, a offert vingt-cinq bourses de perfectionnement en Allemagne dans les domaines de la télégraphie automatique (vingt bourses) et des techniques de studios de radiodiffusion (cinq bourses). Le stage sera d'un an minimum et sera précédé de trois mois d'étude de la langue. Les vingt-cinq stagiaires retenus ont quitté le Congo le 3 février. Le Service des bourses procédera également à la sélection d'un groupe de stagiaires qui suivront des cours similaires en France.

A la fin de février, des négociations ont été entreprises avec les Gouvernements de la Suisse, de la France et de l'Irlande en vue d'envoyer les meilleurs élèves de l'Ecole de météorologie de Binza faire des stages dans ces pays.

Le départ des dix stagiaires qui bénéficient de bourses d'enseignement technique du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est fixé au 30 avril. Ce départ a dû être remis par suite de difficultés que soulevait l'admission de ces stagiaires dans un institut où ils suivront pendant trois mois des cours de langue avant d'entreprendre leur stage proprement dit.

Au début de janvier, sept boursiers du Gouvernement tunisien (infirmières et laborantins) sont partis pour la Tunisie où ils feront un an de stage. Un infirmier anesthésiste de l'hôpital de Kintambo a reçu une bourse du Gouvernement suisse pour faire un stage d'un an à l'hôpital de Lausanne.

Dans le domaine de la police, le Service des bourses a collaboré avec le Ministère congolais des affaires étrangères et l'Ambassade de France dans la présélection des candidats aux bourses d'étude à l'étranger des techniques policières, qui seront attribuées d'ici deux ou trois mois. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (AID) a approuvé la candidature de dix policiers stagiaires qui partiront pour le Luxembourg dans deux mois environ.

Un dernier groupe de cinq boursiers du Gouvernement français a quitté Léopoldville pour Paris au début de janvier pour entrer à l'Institut des hautes études d'outre-mer. Le prochain départ des candidats retenus pour cet institut est prévu pour la prochaine rentrée académique, en octobre 1962. Le Service des

bourses attend que le Département de la Coopération technique au Ministère français des affaires étrangères lui communique la suite à donner aux demandes de bourses transmises précédemment; il s'occupe actuellement d'une centaine de candidats qui ont été refusés.

Huit candidats du Ministère de la jeunesse et des sports, qui ont reçu des bourses du Gouvernement d'Israël, ont quitté le Congo à la fin de février.

AGRICULTURE

Situation générale

La dévaluation du franc congolais en novembre 1961 a compensé dans une certaine mesure les effets cumulatifs de l'augmentation de trente pour cent du taux du salaire minimum intervenue précédemment, ce qui a permis à certains des produits agricoles du pays - caoutchouc, huile de palme et cacao - de se rétablir sur les marchés mondiaux. Par contre, la chute brutale des prix du café sur le marché international a porté un coup presque mortel à l'industrie du café. L'industrie cotonnière s'est maintenue grâce aux mesures prises par l'ONUC pour envoyer par avion de Léopoldville au Kivu des petites coupures et des pièces (de 100 FC à 1 FC) qui ont servi à l'achat de la dernière récolte. Les sommes ainsi transportées se montent à quelque 110 millions de FC. L'opération a été des plus utiles car elle a permis de sauver la récolte et de faire les semailles.

L'insécurité qui règne dans certaines parties de l'intérieur continue de retarder le relèvement de l'agriculture en général et la remise en activité des plantations abandonnées en particulier. La désorganisation des transports routiers et le tarissement des sources habituelles de crédit ont causé des pénuries artificielles. En Province Orientale et au Kivu, le manque presque total de billets de banque a rendu pratiquement impossibles les transactions au jour le jour.

Etude sur la situation de l'agriculture

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, les experts de l'ONUC recrutés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont fait une étude spéciale sur la situation de l'agriculture au Congo. Leurs conclusions et recommandations sont actuellement à l'étude. D'une manière générale, elles font apparaître que le relèvement total de l'agriculture pose très peu de problèmes techniques; en effet, les causes principales de son déclin - insécurité, désorganisation des transports, absence de crédit et crise de confiance chez les producteurs - ont pour origine la situation politique, économique et sociale d'ensemble et demandent à être attaquées à ce niveau.

Formation professionnelle

Les soixante-huit Congolais qui ont suivi l'année passée les cours du Centre de formation de mécaniciens agricoles de Léopoldville sont maintenant à l'oeuvre dans plusieurs exploitations où ils ont aidé à sauver de la ruine le parc de machines agricoles.

La générosité du Gouvernement français a permis d'attribuer des bourses de perfectionnement à l'étranger aux trois meilleurs élèves du cours de formation d'assistants agricoles. 1/

Le cours d'agronomie de deux ans organisé par l'Université Lovanium sur les instances de l'ONUC s'est poursuivi de façon satisfaisante. Il y a huit élèves en première année et six élèves en deuxième année. L'Ecole vétérinaire de Butembo, à laquelle un instructeur de l'ONUC consacre tout son temps, a dix-neuf élèves en troisième année et trois en quatrième année.

1/ On trouvera sous la rubrique "Bourses de perfectionnement" tous les renseignements relatifs aux bourses attribuées pendant le premier trimestre de 1962.

Grâce aux bons offices de l'ONUC, les bourses ci-après de perfectionnement à l'étranger ont été attribuées jusqu'ici au Congo : 1/

<u>Domaine</u>	<u>Nombre de bourses</u>	<u>Donateur</u>
Agronomie	3	France
Sylviculture	10	Etats-Unis
Conservation des parcs nationaux et de la faune	6	Etats-Unis
Coopératives	8	Etats-Unis
Mécanique agricole	2	FAO

Assistance des Nations Unies dans d'autres domaines

Des cultures de légumes ont été entreprises dans les Provinces de l'Equateur, du Kivu et de Léopoldville et des semences de légumes ont été fournies à la Base de l'ONUC à Kamina. L'opération la plus vaste a été lancée à N'Djili, faubourg de Léopoldville, où l'ONUC a donné des semences, des insecticides, des engrais, du terreau et surtout des encouragements à quelque 400 familles qui se sont constituées en coopérative agricole. L'ONUC a également organisé des démonstrations pratiques sur place. Les quatre-vingt-dix-sept membres fondateurs de la coopérative, de leur côté, ont déjà recueilli 55.050 FC et l'enregistrement de la société est en cours.

Pour tenter de redonner vie aux transports routiers qui sont essentiels à l'agriculture, on a lancé au Kasai un projet-pilote avec vingt-trois camions ayant leur base à Luluabourg. De nombreuses demandes de facilités du même genre ont été faites dans les autres provinces, notamment au Kivu où des quantités de fruits et de légumes ont été perdues parce qu'il n'y avait aucun moyen de les acheminer vers les marchés.

Le jardin botanique de grande réputation (Jardin Gillet) qui a été fondé à Kisantu en 1900 a pu être sauvé grâce aux travailleurs et à l'équipement fournis par l'ONUC.

Deux cents tonnes d'insecticide ont été envoyées au Kivu pour protéger les récoltes de coton. Les voies normales ne pouvant être empruntées actuellement, l'insecticide doit être acheminé par la Rhodésie et le lac Tanganyika.

Experts

On a éprouvé quelque difficulté à recruter des experts agronomes et à obtenir qu'ils restent au Congo. Au cours de la période considérée, cinq experts ont quitté le pays et un seul a été remplacé. Des explosions sporadiques de violence dans l'intérieur du pays ont créé une atmosphère qui ne permet guère d'attirer au Congo les spécialistes dont on aurait besoin. Cependant, un certain calme semble se rétablir progressivement et, s'il dure, il aura une répercussion heureuse sur le secteur agricole.

1/ On trouvera sous la rubrique "Bourses de perfectionnement" tous les renseignements relatifs aux bourses attribuées pendant le premier trimestre de 1962.

COMMUNICATIONS

Aviation civile

Au cours de la période considérée, on a mis à exécution, dans le domaine de l'aviation civile, trois projets fondés sur l'accord initial entre les Nations Unies et le Gouvernement central : un projet "d'opérations" destiné à assurer la continuité des services au sol dans tous les grands aéroports du Congo; un projet de "formation professionnelle" centré sur l'Ecole d'aviation civile de Léopoldville ; et un projet "consultatif" visant à aider la Direction de l'aviation civile du Congo à résoudre ses problèmes administratifs et institutionnels.

Rapports sur les activités dans les provinces

Une équipe d'une soixantaine d'experts internationaux - recrutés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et travaillant dans le cadre de l'ONUC - ont rempli des fonctions d'exécution aux aéroports de N'Djili (Léopoldville), Elisabethville, Albertville, Stanleyville, Coquilhatville, Luluabourg, Kamina et Goma. L'équipe comprend des contrôleurs de la circulation aérienne, des opérateurs radio de l'aéronautique, des électriciens d'aéroport et des techniciens radio. C'est uniquement grâce à eux que les transports aériens - civils et militaires, intérieurs et internationaux - ont pu être maintenus dans tout le pays sans qu'aucun accident grave ne soit signalé au cours de la période considérée.

A l'heure actuelle, seul l'aéroport de N'Djili fonctionne jour et nuit, les autres sont fermés la nuit. Les autorités militaires de l'ONUC ont suggéré de prolonger les heures d'ouverture de plusieurs autres aéroports et cette recommandation a été mise à l'étude.

Conformément au programme d'assistance technique pour 1962, qui prévoit que le nombre des experts de l'aviation civile sera porté à cent, le siège de l'OACI s'occupe actuellement de recruter du personnel supplémentaire.

Services consultatifs

Les services consultatifs en matière d'aviation civile prévoyaient à l'origine la nomination de dix conseillers internationaux qui seraient placés auprès des autorités congolaises. Mais les efforts pour aider la Direction de l'aviation civile se sont heurtés à plusieurs obstacles et quatre conseillers seulement ont été engagés jusqu'ici. La nomination d'un nouveau secrétaire général au Ministère des transports et communications laisse espérer que l'attitude des autorités congolaises va changer à cet égard. Le nouveau Secrétaire général a déjà demandé la désignation d'un conseiller juridique par l'OACI et tout semble indiquer que l'on recherchera, au cours des prochains mois, d'autres conseillers en matière d'aviation civile.

Formation professionnelle

Les cours de formation de contrôleurs de la circulation aérienne et d'opérateurs radio de l'aéronautique se sont poursuivis à l'Ecole d'aviation civile de Léopoldville au cours du premier trimestre de 1962. L'Ecole dispose d'un chef instructeur et de six instructeurs.

Le cours théorique de contrôle de la circulation aérienne s'est terminé le 26 janvier. Les quinze élèves de ce cours acquièrent depuis lors une formation pratique à la tour de contrôle de N'Djili sous la direction des experts de l'OACI. Cette phase de formation en cours d'emploi doit se poursuivre jusqu'à la fin de 1962 et les stagiaires seront alors en mesure de relever une partie du personnel étranger.

Des vingt-trois élèves inscrits au cours d'opérateurs radio, il en reste douze qui doivent terminer leurs études en septembre. Eux aussi devraient être capables de relever leurs homologues étrangers à la fin de l'année.

Un deuxième cours de formation de contrôleurs de la circulation aérienne s'est ouvert le 5 mars avec dix-huit élèves inscrits et des dispositions ont été prises pour organiser un deuxième cours pour opérateurs radio qui s'ouvrira en octobre avec vingt-cinq stagiaires.

Météorologie

Au cours de la période considérée, le fonctionnement au jour le jour des services météorologiques a été assuré, des avis et des conseils ont été donnés aux autorités congolaises et les cours de formation de prévisionnistes civils et d'observateurs de l'Armée nationale congolaise sont entrés dans leur dernière phase.

Fonctionnement du service

Les services de protection de vol ont été assurés aux aéroports de Léopoldville et de Stanleyville par des experts de l'ONUC recrutés par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Les procédures en vigueur à Léopoldville pour les services météorologiques destinés à l'aviation civile ont été révisées avec l'aide et les avis du Chef de mission de l'OMM et du Chef prévisionniste. Les experts de l'ONUC qui travaillent au bureau de prévisions de Léopoldville, collaborant avec le Contingent canadien des transmissions, donnent maintenant des prévisions pour les vols partant d'Albertville, d'Elisabethville, de Kamina et de Luluabourg. Malheureusement, ce service est limité par la pénurie de personnel et l'insuffisance des moyens de communication.

Les appareils électroniques de l'aéroport de Léopoldville et ceux de l'Institut météorologique de Bina ont été inspectés et remis en état par un expert électronique arrivé au Congo vers la fin de février.

A l'aéroport d'Elisabethville, un service d'observations météorologiques pour les vols à l'arrivée et au départ a été remis en activité dans une certaine mesure.

Services consultatifs

La coopération étroite et fructueuse qui s'était établie entre les experts de l'ONUC et les autorités congolaises s'est maintenue pendant le premier trimestre de 1962. A la demande des autorités congolaises, les experts de l'ONUC ont aidé à préparer la troisième session de l'Association régionale de l'OMM pour l'Afrique et le Chef de mission de l'OMM a accompagné la délégation congolaise qui a pris part à cette conférence. Au cours de la réunion, tenue à Addis Abeba du 14 au 31 mars, il a été proposé que le Service météorologique congolais se charge de créer un centre régional de formation en météorologie ainsi que des centres pour la comparaison des baromètres et des radio-sondages, l'étalonnage des instruments météorologiques, la mesure du rayonnement et l'étude ionosphérique.

Les experts de l'ONUC ont d'autre part aidé la Direction du Service météorologique congolais à rédiger des propositions en vue du reclassement des fonctionnaires du service dans le cadre de la réorganisation de la fonction publique récemment annoncée par le Gouvernement central.

Les stations de météorologiques des aéroports d'Elisabethville, de Kamina et de Luluabourg ont été inspectées et des recommandations en vue de leur aménagement ont été présentées aux autorités congolaises compétentes.

Formation professionnelle

Le cours de prévisionnistes qui a commencé en octobre dernier à l'Ecole de météorologie s'est poursuivi de façon satisfaisante et il était près de s'achever. Les quatorze élèves devaient passer les derniers examens au début d'avril.

Un cours d'observations météorologiques à l'intention des observateurs de l'Armée nationale congolaise, qui avait commencé en novembre, s'est également poursuivi. Lorsque le cours s'achèvera, en mai, les aérodromes militaires du pays devraient pouvoir disposer d'un nombre minimum d'observateurs qualifiés.

Parallèlement, la formation en cours d'emploi des élèves-prévisionnistes à l'aéroport de Léopoldville s'est poursuivie comme devant.

Services postaux

De janvier à mars 1962, l'assistance de l'ONUC dans le domaine des services postaux a consisté à surveiller les activités au jour le jour et donner des conseils à cet égard, et à ouvrir une Ecole postale à Léopoldville.

Fonctionnement des services

Pendant toute la période considérée, les experts ont continué, comme par le passé, d'aider à maintenir le service postal congolais en état de fonctionnement et de rétablir ce fonctionnement là où il avait été interrompu. En outre, ils ont prêté leur concours technique aux autorités congolaises pour l'émission, le 20 janvier, d'un timbre commémoratif de Dag Hammarskjöld.

Administration

L'attention des experts de l'ONUC s'est portée de façon particulière sur la nécessité d'adapter l'appareil postal du pays aux besoins pratiques, à la lumière des réalités administratives et politiques. A cet égard, il y a lieu de faire les remarques suivantes :

L'organisation actuelle des postes congolaises paraît demander d'urgence de profondes réformes administratives. Alors qu'une entreprise comme la poste doit bénéficier à la fois d'une certaine indépendance et d'une certaine centralisation, l'administration postale du Congo souffre d'une dispersion des responsabilités qui est unique au monde ; en effet, elle relève de trois ministères - Postes et télécommunications, Finances et Travaux publics.

Pour remédier à cet état de choses, les experts de l'ONUC ont proposé, à titre de première mesure, de confier à la Direction centrale des postes la gestion des crédits pour tous les services postaux du pays. Cette suggestion a été acceptée et elle a déjà été mise en oeuvre. D'autres mesures, notamment l'administration centralisée du personnel des postes, sont à l'étude et seront soumises aux autorités postales congolaises.

Les experts de l'ONUC ont également apporté leur concours aux autorités congolaises en ce qui concerne les relations avec l'Union postale universelle (UPU). Le Directeur de l'Union a passé à Léopoldville au début de mars au cours d'un voyage d'information en Afrique à la suite duquel l'UPU espère donner de l'extension à ses activités d'assistance technique.

Formation professionnelle

Le 5 mars a été inaugurée à Léopoldville une Ecole postale qui compte trente-deux stagiaires venus de toutes les provinces du Congo. Ce sont des percepteurs et sous-percepteurs déjà en fonctions dans l'administration qui rejoindront leur poste après avoir terminé leur stage. D'autres cours s'ouvriront prochainement.

L'Ecole postale a été officiellement inaugurée le 10 mars au cours d'une cérémonie publique à laquelle ont pris part le Ministre des postes et télécommunications et le Ministre des travaux publics du Gouvernement central, le Directeur des postes et d'autres fonctionnaires, ainsi que le Chargé de la Mission de l'ONU au Congo, le Chef des Opérations civiles et d'autres hauts fonctionnaires des Nations Unies.

Le Ministre des postes a remercié les Nations Unies d'avoir rendu possible l'ouverture de cette école ; il a souligné que l'école a un programme de longue haleine et noté que fonctionnaires actuels des postes et nouvelles recrues y recevraient une formation méthodique.

Télécommunications

Fonctionnement du réseau

L'amélioration constante des rapports avec les autorités congolaises ont permis des progrès réels au cours de la période considérée ; les experts recrutés par l'Union internationale des télécommunications (UIT) ont été appelés de plus en plus souvent à agir à titre consultatif pour les questions importantes touchant au développement du réseau de télécommunications. En même temps, la première offre massive de matériel de télécommunications, faite par la République fédérale d'Allemagne, a exercé une influence certaine sur les progrès réalisés et des plans ont été faits en vue d'installer un nouveau réseau moderne qui reliera à Léopoldville les capitales de toutes les provinces du Congo. On a tenu compte, à cet égard, des besoins des divers services de l'administration -- Ministère de l'intérieur, Ministère de l'information, services aéronautiques et météorologiques -- ainsi que des besoins normaux des services téléphoniques interurbains et télégraphiques à l'usage du public.

L'immensité de ce pays, entre autres choses, fait que le réseau de télécommunications joue un rôle de premier plan en tant que moyen de renforcer les liaisons administratives dans tout le Congo et de favoriser le développement économique et social. Le réseau de base laissé par l'administration coloniale est insuffisant pour répondre aux besoins de la jeune nation congolaise. Les experts de l'UIT, prenant en considération l'évolution de la situation depuis l'indépendance, ont souligné la nécessité de renforcer rapidement le réseau existant de façon à créer des liaisons rapides et sûres entre les capitales des provinces aussi bien qu'à l'intérieur des provinces.

Il faut améliorer les installations de radiotélégraphie à grande vitesse, de télex et de radiotéléphonie de façon que les canaux aient une capacité suffisante pour acheminer toutes les communications importantes -- officielles (y compris la sécurité), privées, de presse et d'information -- et assurer les services de l'aviation civile et de la météorologie. Il faut également améliorer les liaisons extérieures et étendre les circuits à de nouveaux pays. Les circuits principaux devront fonctionner jour et nuit, et non pas quelques heures par jour comme auparavant, ce qui demandera un supplément de personnel et d'équipement.

Formation professionnelle

Le 3 février, vingt-cinq boursiers ^{1/}du Gouvernement allemand sont partis pour la République fédérale d'Allemagne où ils suivront des cours accélérés de formation spécialisée : vingt d'entre eux se familiariseront avec les systèmes télégraphiques automatiques et cinq avec les systèmes de radiodiffusion. Le cours de télégraphie automatique doit se terminer à la fin de 1963 et le cours de radiodiffusion d'ici un an à peu près. D'autre part, on s'occupe actuellement de l'attribution de trente bourses offertes par le Gouvernement français par l'entremise de l'UIT pour un cours de spécialistes des communications radio.

^{1/} Pour tous renseignements concernant les bourses attribuées au cours du premier trimestre de 1962, voir plus haut sous la rubrique "Bourses de perfectionnement".

Il faut donner rapidement aux techniciens congolais des services de télécommunications les connaissances spécialisées qui leur permettront d'assumer les fonctions naguère confiées aux techniciens étrangers et qui, dans bien des cas, sont encore occupées à l'heure actuelle par des experts de l'UIT. En vue de pourvoir dès que possible tous les postes, à tous les niveaux, de techniciens congolais qualifiés, on a envisagé un vaste programme de bourses s'étendant sur 1962 et 1963. Les techniciens qui ont déjà une certaine pratique iront se spécialiser à l'étranger tandis que de nouvelles recrues seront formées sur place, de façon que tous les services de télécommunications puissent, dans les plus brefs délais, être entièrement aux mains de Congolais. Il en résultera en outre une organisation rationnelle, puisque le personnel le plus ancien occupera les postes supérieurs tandis que les nouveaux venus seront peu à peu affectés aux postes subalternes laissés vacants par l'avancement des anciens. On se propose d'envoyer jusqu'à cent stagiaires à l'étranger en 1962 pour s'y spécialiser dans les diverses branches des télécommunications : systèmes de communication radio, télégraphie automatique, radiodiffusion, etc. Les stages dureront en moyenne dix-huit mois.

Outre cette formation accélérée à l'étranger grâce à des bourses de perfectionnement, on prévoit la création au Congo de moyens permanents de formation de techniciens pour les services de télécommunications à tous les échelons. On espère réaliser ce projet d'ici juillet 1962. Certains cours préparatoires existent déjà à Léopoldville.

EDUCATION

Grâce aux mesures extraordinaires prises pour augmenter le nombre des élèves de l'enseignement secondaire, 150 classes nouvelles ont été ouvertes et six mille enfants de plus ont été inscrits en première année secondaire au début de janvier.

A la fin de mars, la valeur des bons de l'UNESCO vendus au Congo s'élevait à 3 millions de dollars ; ces bons ont permis au pays de reconstituer son stock, presque totalement épuisé, de manuels et de fournitures scolaires.

La commission de réforme de l'enseignement secondaire a repris ses travaux en janvier avec le concours d'experts de l'UNESCO. Elle prépare actuellement les programmes de la deuxième année secondaire et les épreuves qui permettront d'orienter les élèves vers telle ou telle branche du deuxième cycle secondaire.

Le Président de la République a signé une ordonnance créant une commission analogue pour la réforme de l'enseignement primaire. Cette commission, qui comprend des représentants des diverses provinces et des conseillers de l'UNESCO, se mettra au travail sous peu.

Les experts de l'UNESCO ont rédigé un projet de Code de l'enseignement qui sera prochainement soumis au Ministre de l'éducation nationale du Gouvernement central.

Sur l'initiative des experts de l'UNESCO, il a été créé au Ministère de l'éducation nationale un bureau du personnel enseignant étranger chargé de veiller à ce que la rémunération des enseignants leur soit régulièrement versée et de résoudre les divers problèmes touchant aux enseignants étrangers. L'activité de ce bureau a déjà amené plusieurs Belges qui enseignent en Equateur et au Kasai, et qui avaient décidé de ne pas revenir au Congo pour la prochaine année scolaire, à modifier leurs plans. Le bureau sera également chargé du recrutement.

+++++

L'approbation du projet de programme d'assistance technique de l'ONUC dans le domaine de l'éducation en 1962 a été retardée. En conséquence, plusieurs projets - notamment le recrutement d'experts - n'ont pas pu être mis en route. Etant donné l'interdépendance des divers éléments du programme, l'efficacité et la portée de plusieurs activités en cours ont souffert du retard apporté à la mise en oeuvre de certains projets. C'est ainsi, par exemple, que la réforme de l'enseignement secondaire, telle qu'elle est envisagée, exige que certaines conditions soient d'abord remplies.

Les faiblesses de l'administration de l'enseignement ont empiré au lieu de diminuer. N'étant pas payés, les professeurs étrangers se sont mis en grève dans la plupart des provinces. Dans certaines écoles, des désordres ont éclaté. Il a fallu prendre, pour redresser la situation, des mesures énergiques qui ont déjà donné certains résultats. Mais cela n'a pu être réalisé sans que les experts de l'UNESCO travaillant dans le cadre de l'ONUC ne fassent, jusqu'à un certain point, de l'administration parallèle à celle du Gouvernement central et de certaines autorités provinciales.

La formation par les experts de l'UNESCO de leurs homologues congolais n'a pas donné de brillants résultats. Ceux-ci ne semblent pas avoir acquis beaucoup de connaissances nouvelles, mais surtout leur sens de la responsabilité ne s'est guère développé. Dans bien des cas, ils semblent avoir recours aux experts de l'UNESCO bien plus pour accomplir leurs propres tâches que pour leur donner des avis compétents. Malheureusement, il faut dire que ceci s'applique également aux nouveaux venus sortant de l'Université.

L'autonomie provinciale en matière d'enseignement primaire et secondaire a considérablement augmenté les difficultés rencontrées au cours de la période considérée.

SANTE PUBLIQUE

Au cours de la période considérée, les activités de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui est chargée du programme de l'ONUC dans le domaine médical, ont fait des progrès satisfaisants dans tout le pays ainsi qu'au niveau de l'administration centrale de la santé publique. La sécurité s'étant quelque peu rétablie, on a pu envoyer des médecins de l'OMS dans les localités isolées de l'intérieur. Les problèmes sanitaires que posent les habitants du Ruanda Urundi actuellement réfugiés dans la Province du Kivu ont également retenu l'attention, mais les experts de l'OMS n'ont pas pu, jusqu'à présent, se charger entièrement de cette activité.

De janvier à fin mars, seize médecins de l'OMS ont quitté le Congo, leur mission terminée, et vingt-quatre autres sont arrivés. Conformément à la procédure établie, c'est le Ministère central de la santé publique qui a décidé de leur répartition dans l'intérieur du pays. L'assistance internationale s'est de plus en plus intégrée à l'administration, tant centrale que provinciale. Dans bien des cas, le personnel de l'OMS travaille dans les bureaux des ministères provinciaux de la santé publique où ils prêtent sans cesse leur concours à leurs homologues congolais. Il en est de même de certains des membres de l'équipe consultative et des experts affectés à la lutte contre les vecteurs du paludisme, à la santé maternelle et infantile, à l'assainissement et aux soins infirmiers.

Le pharmacien de l'OMS à Léopoldville, collaborant avec le Contrôle des mouvements de l'ONUC et le Dépôt central médical et pharmaceutique, a fait parvenir 37.580 kgs de fournitures médicales au Kasai, à la Province Orientale, au Kivu, à l'Equateur et au Nord-Katanga. C'est le Kasai qui en a reçu le plus : 16.787 kgs. La Province Orientale a reçu non seulement 6.476 kgs de fournitures médicales par avion, mais 4.500 kgs par chaland spécial de l'ONUC.

Du point de vue épidémiologique, la situation a été caractérisée à Léopoldville par une épidémie de variole ; 737 cas ont été signalés pendant la période janvier-mars. L'OMS a donné l'impulsion à une campagne de vaccinations en masse entreprises par les autorités provinciales de la santé publique : quelque 500.000 personnes ont été vaccinées entre le 26 février et le 31 mars. Un consultant venu de Genève a été placé à titre temporaire auprès des autorités congolaises et l'équipe consultative a aidé à organiser la campagne et à coordonner les activités des divers services : ministères central et provincial de la santé publique, services sanitaires municipaux, détachement médical suisse travaillant à Léopoldville dans le cadre de l'ONUC et services médicaux de l'ONUC ; les experts de l'OMS ont participé à la formation des vaccinateurs.

Le Directeur général de l'OMS, le Dr M.G. Candau, est venu au Congo pour la quatrième fois ; il y est resté du 7 au 10 mars. Il s'est entretenu avec le Premier Ministre et le Ministre de la santé publique ainsi qu'avec le Chargé de la Mission de l'ONU au Congo et le Chef des Opérations civiles. Au cours de ces entretiens, les questions les plus pressantes ont été passées en revue, notamment la formation de personnel congolais et le programme de recrutement de l'OMS pour le Congo. Le Directeur général a inspecté le centre sanitaire de N'Djili, qui doit être aussi un lieu de démonstration pratique et d'enseignement. Le centre sera sous la surveillance du Dr Tshibamba, l'un des deux premiers Congolais sortis l'année dernière de l'Université Lovanium avec le diplôme de docteur en médecine. Le Directeur général s'est également rendu à l'Université Lovanium où il a parlé de l'aide à apporter à la Faculté de médecine.

Le programme de formation OMS-ONUC se poursuit de façon satisfaisante.

L'effectif du personnel d'exécution qui était à l'oeuvre au Congo au 31 mars 1962 s'établit comme suit (non comprise l'équipe consultative) :

Equateur	23
Kasaï	24
Katanga	2
Kivu	26
Province de Léopoldville	29
Province Orientale	18
Université Lovanium	8
En instance d'affectation	3

MAGISTRATURE

Pendant le premier trimestre de 1962, l'assistance technique apportée par l'ONUC à la magistrature congolaise a été caractérisée par une intensification de l'activité pour le recrutement et l'engagement d'un corps de juristes étrangers.

Ce programme de recrutement avait été entrepris dans les derniers mois de 1961 sur la base de propositions faites par le Ministère central de la justice. Le ministre avait demandé à l'ONU de lui fournir cinquante et un magistrats étrangers pour les tribunaux et les parquets et six conseillers juridiques pour les assemblées législatives nationale et provinciales.

Au début de janvier 1962, un expert juridique a été mis par l'ONU à la disposition du Ministère de la justice où il a pu donner des conseils aux autorités congolaises et favoriser l'accomplissement rapide des formalités pour l'engagement de juristes étrangers. Grâce à l'étroite coopération qui s'est établie entre l'expert et les fonctionnaires du Ministère de la justice, on a pu engager trente magistrats pour les tribunaux inférieurs, trois magistrats pour la Cour d'appel de Léopoldville et trois conseillers juridiques pour les assemblées législatives; tous les candidats avaient été examinés à la fin de l'année dernière par des fonctionnaires des Nations Unies.

Cette action a été retardée pendant un certain temps par la recherche de la meilleure forme d'engagement des magistrats en question. Mais à la fin de la période considérée dans le présent rapport, tous les arrangements avaient été conclus pour l'arrivée de dix juristes dans la première semaine d'avril et d'autres devaient suivre au cours du même mois.

TRAVAIL

Salaires et politique des salaires

La Commission nationale consultative du travail, établie en juillet 1961, a terminé l'étude des dispositions d'un projet de loi sur les conventions collectives. Ces dispositions complètent la classification générale des emplois qui a été préparée par la Commission nationale avec l'aide d'experts fournis par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et si le projet est adopté par le Parlement, il permettra sans doute aux employeurs et aux travailleurs de négocier dans une ambiance plus favorable que par le passé. Un expert de l'OIT a participé activement aux travaux de la Commission nationale ; ses interventions, fondées sur les normes de l'OIT, ont contribué à concilier des points de vue divergents qui, bien que mal définis à l'origine, ont été souvent vigoureusement défendus.

Conflits du Travail

On a rédigé un projet de loi relatif aux procédures juridiques de conciliation et d'arbitrage, lequel sera bientôt présenté à la Commission nationale. Il y a lieu d'espérer que ce texte législatif facilitera les rapports entre la main d'oeuvre et le patronat et qu'il encouragera le recours aux solutions transactionnelles.

Administration du Travail

Un conseiller de l'OIT a continué de prêter assistance au Ministère du Travail du Gouvernement central en matière d'administration générale. Il a également participé à la rédaction d'instructions destinées aux fonctionnaires du travail, à l'élaboration de mesures législatives ainsi qu'à la formation d'inspecteurs du travail.

Un groupe d'étude a préparé, avec l'aide d'un expert de l'OIT, un guide à l'usage des inspecteurs du travail sous forme de commentaires explicatifs sur les textes législatifs. Ce document a été mis à la disposition des départements provinciaux du Travail. Un expert de l'OIT a participé à l'élaboration de règlements techniques et administratifs à l'intention des inspecteurs du travail, dont l'application sera probablement étendue à tout le personnel du Ministère du Travail.

Sécurité sociale

Au cours de la période considérée, on a adopté diverses mesures en application de la nouvelle législation relative à la sécurité sociale, découlant du décret-loi du 29 juin 1961. Un expert de l'OIT a collaboré avec le Ministère du Travail du Gouvernement central à la préparation des règlements d'application de la loi relative à la sécurité sociale. Il a également coopéré à la mise en oeuvre de la procédure administrative adoptée par le Département central du Travail pour contrôler l'exécution des décisions émanant de l'Institut national de sécurité sociale. Un autre expert de l'OIT a participé à la répartition des attributions tant administratives que techniques au bureau principal de l'Institut ainsi qu'à ses bureaux régionaux et il a aidé les autorités congolaises à mettre au point des organigrammes à cet effet.

On a préparé un projet de règlement du service central envisagé pour la liquidation des pensions; ce service devait commencer à fonctionner au mois d'avril.

Formation professionnelle

Au cours de la période considérée, un expert de l'OIT a été chargé des travaux préparatoires d'un deuxième cours à l'intention des inspecteurs du travail, dont l'ouverture a été fixée au début de mai. Le programme, d'une durée de cinq mois, comporte des cours théoriques alternant avec des démonstrations et des épreuves pratiques. Ce cours de formation sera confié à des experts de l'OIT ainsi qu'à des instructeurs recrutés sur place. On espère que grâce à ce cours, le Ministère du Travail sera en mesure de porter le nombre des inspecteurs du travail à quarante, s'acheminant ainsi vers l'effectif minimum de soixante que l'on estime nécessaire pour répondre aux besoins du pays.

Enfin, un expert de l'OIT participe aux cours de formation théorique et pratique à l'intention du personnel supérieur du Service central de liquidation des pensions de l'Institut national de sécurité sociale, qui ont commencé fin mars.

RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIES

En mars, le Conseiller principal de l'ONUC pour les ressources naturelles et l'industrie est allé, à la demande du Ministre central des mines et de l'énergie, inspecter les exploitations de la Société des mines d'or de Kilo-Moto, dans les régions voisines du Soudan et de l'Ouganda. Cette tournée d'inspection n'est qu'une des manifestations de l'étroite coopération qui s'est poursuivie au cours de la période considérée entre l'ONUC, le Ministre des mines et le Secrétaire d'Etat à l'énergie et à la géologie. En mars également, les projets concernant la création d'une Ecole des mines et les conseillers techniques à désigner pour le Ministère des mines ont été présentés à nouveau aux autorités congolaises.

Au cours de la même période, le Conseiller principal de l'ONUC est resté en relations suivies avec toutes les sociétés minières du Congo afin de tenter de résoudre les problèmes qui se posent à elles et de les dissuader d'abandonner la partie malgré les difficultés qu'elles rencontrent. Cette assistance technique de l'ONUC a contribué, dans une certaine mesure, au redressement de la situation minière du Congo. Pendant le premier trimestre de 1962, on a relevé une amélioration constante grâce aux efforts des sociétés minières pour rattraper le retard subi par la production à la fin de l'année dernière. Le tableau ci-après donne une idée de la situation dans les provinces du Katanga, du Kivu et du Kasai, ainsi qu'en Province Orientale. ^{1/}

Situation de l'industrie minière

<u>Région</u>	<u>Exploitant</u>	<u>Produit</u>	<u>Production</u>	<u>Renseignements divers</u>
Sud-Katanga	Union minière	Cuivre	293.500 tonnes en 1961	La production augmentera probablement en 1962. On produit également dans cette région du zinc, de l'argent, du germanium et du cadmium.
		Cobalt	8.400 tonnes	
Nord-Katanga	Géomines	Etain	100 tonnes par mois à l'heure actuelle	Ces mines ont été réouvertes récemment après une longue fermeture. Leur capacité normale de production est de 4.000 tonnes par an.
	Géomines	Tantalite	10 tonnes par mois à l'heure actuelle	

^{1/} Il n'y a pas d'exploitation minière en Equateur. La Province de Léopoldville n'a que des carrières qui ne travaillent actuellement qu'à 40 pour 100 de leur capacité de production par suite de la crise du bâtiment qui sévit au Bas-Congo. La capacité normale des usines de ciment de Lusaka, entre Thysville et Matadi, est de 270.000 tonnes par an.

<u>Région</u>	<u>Exploitant</u>	<u>Produit</u>	<u>Production</u>	<u>Renseignements divers</u>
Kivu-Maniéma	Symétain	Cassitérite	4.150 tonnes en 1961	La production se maintient.
	Cie minière des Grands Lacs (MGL)	Or	1.855 kgs en 1961	La production se maintient. La compagnie a également produit l'année dernière quelques centaines de tonnes de cassitérite, de wolframite et de columbite, ainsi qu'un peu de béryl. Elle a repris ses prospections pour cuivre et uranium dans ses secteurs nord et centre.
	Sobaki	Cassitérite	1.068 tonnes en 1961	
		Or	297 kgs en 1961	
Orientale	Cobelmin	Cassitérite	3.000 tonnes en 1961	Malgré tous ses efforts, la compagnie a des difficultés avec ses mines d'étain de Kailo et de Kampene, près de Kindu, et n'a pu rouvrir sa mine d'or de Namoya.
		Or	130 kgs en 1961	
	Kilo-Moto	Or	5.040 kgs en 1961	La production, qui avait subi un fléchissement durant le second semestre de 1961, a repris au cours du premier trimestre de 1962, passant de 301 kgs en décembre 1961 à 487 kgs en février 1962.
Kasaï	Miba	Diamants	17 millions de carats en 1961	La production se maintient. Elle représente environ les 2/3 de la production mondiale de diamant industriel.
	Forminière	Diamants	130.000 carats en 1961	Les chiffres correspondants de 1959 et 1960 étaient respectivement 660.000 et 405.000 carats. La chute de la production semble être due non seulement aux luttes tribales et au commerce clandestin du diamant qui sévissent dans la région, mais aussi à l'épuisement des gisements alluviaux.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Au cours de la période considérée, un cycle de formation pour fonctionnaires supérieurs s'est ouvert à l'Ecole nationale de droit et d'administration, à Léopoldville, et des dispositions ont été prises pour organiser des cycles similaires dans les provinces. Un cours accéléré de formation d'agents de la police a été mené à bien au Nord-Katanga.

Personnel de l'administration

Un cycle de formation de six mois pour les fonctionnaires supérieurs du Gouvernement central et du Gouvernement de la Province de Léopoldville s'est ouvert en janvier. Ce cours, organisé en accord avec le Ministère central de la fonction publique et l'Ecole nationale de droit et d'administration, est suivi par cent trente stagiaires. Il se divise en deux phases : une période de formation générale qui se terminera en mai et une période de spécialisation.

D'entente avec les ministres provinciaux de la fonction publique, des dispositions ont été prises en vue d'organiser des cycles similaires à Stanleyville (Orientale), à Coquilhatville (Equateur), à Bukavu (Kivu) et à Luluabourg (Kasaï). Ces cours commenceront dès que les experts qui doivent les diriger auront été recrutés.

Police

Au cours des trois derniers mois, les experts de l'ONUC en matière de police ont continué de participer activement à la formation théorique et pratique de quatre cents candidats à la police territoriale qui sont inscrits à l'Ecole de police. Ils ont également coopéré avec les autorités congolaises à la création d'une brigade de sécurité urbaine chargée de maintenir l'ordre dans la ville de Léopoldville. Cette brigade a pour tâche spéciale de faire respecter les règlements relatifs à la hausse des prix, aux jeux de hasard sur la voie publique et au trafic de devises.

Un cours de formation accélérée d'agents de la police a été mis en place à Albertville (Nord-Katanga) et 83 commissaires de police ont subi les examens de sortie avec succès.

TRAVAUX PUBLICS

Résorption du chômage

De janvier à mars 1962, deux projets de travaux pour la résorption du chômage ont été retenus pour le Congo dans son ensemble, sans désignation particulière de province. Le premier porte sur une campagne d'assainissement à Léopoldville; il a démarré dans des conditions extrêmement satisfaisantes en mobilisant près de sept cents chômeurs, dont deux cents ont aidé le service d'hygiène dans sa lutte contre la récente épidémie de variole. Le second projet, concernant l'axe routier Léopoldville-Luluabourg, a également pris un bon départ.

Pour la Province de Léopoldville, les six projets prévus au programme ont tous été lancés en mars. Sur ces six projets, deux sont des projets routiers et trois sont des projets de construction; le sixième est celui du pont de la Basoko. Ce pont de 40 mètres est d'importance primordiale pour Léopoldville et la réouverture de son chantier le 1er mars est d'un intérêt tout particulier.

A la suite des inondations sans précédent qui ont affecté la Province de l'Equateur, le réseau routier est devenu impraticable, le programme de travaux publics a été désorganisé et le démarrage du programme de 1962 a été retardé. Ce n'est qu'en mars que les six projets retenus pour cette province ont pu être mis en route.

Dans la Province du Kasai, de très grandes difficultés d'ordre local ont retardé l'exécution des travaux. En particulier, le manque de matériaux a complètement arrêté, fin février, la remise en état des maisons de Luluabourg. Mais l'entretien des routes se poursuit de façon satisfaisante et les travaux du centre médico-chirurgical de Kabinda ont été lancés dans de bonnes conditions.

On a pu pour la première fois mettre en place dans la Province du Kivu une équipe de deux techniciens : un ingénieur en chef responsable devant les autorités provinciales et un contrôleur des travaux. Cela permettra, dès avril, le lancement de six projets routiers pour lesquels les premières démarches ont été entreprises à la fin de mars.

En Province Orientale, les opérations à cheval sur 1961 et 1962 se sont terminées le 31 mars. Toutefois, cinq projets nouveaux sont en cours de mise au point et seront lancés en avril.

Formation professionnelle

L'Institut national du bâtiment et des travaux publics, créé par l'ordonnance présidentielle du 16 novembre 1961, a rencontré quelques difficultés initiales. Il a fallu faire face au problème des locaux et une solution provisoire a été retenue pour l'année scolaire 1961-1962. Elèves et professeurs sont accueillis par l'Ecole technique supérieure de Léopoldville, qui met à la disposition de l'Institut son internat, ses salles de classes, ses laboratoires et son personnel de surveillance. Trente-cinq élèves venus de toutes les provinces du Congo sont actuellement inscrits en première année. Ils sont répartis en deux classes; le corps professoral comprend trois professeurs et deux chargés de cours.

Bien qu'il occupe les locaux de l'Ecole technique supérieure, l'Institut national en est indépendant. L'année scolaire 1962-1963 s'ouvrira dans de nouveaux locaux qui sont actuellement en cours d'aménagement.

Le directeur de l'Institut est attendu à Léopoldville en mai.

Assistance des Nations Unies dans d'autres domaines

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, un expert de l'ONUC a été affecté en qualité de conseiller au Cabinet du Ministre des travaux publics du Gouvernement central.

Un spécialiste des distributions d'énergie électrique et un spécialiste de la production et de la distribution d'eau potable ont été placés auprès de la REGIDESO, organisme parastatal; enfin, un expert des techniques routières a été provisoirement affecté au Kivu pour lancer le programme d'entretien routier de cette province.

RADIODIFFUSION

Pendant le premier trimestre de 1962, les dirigeants de la radiodiffusion congolaise ont examiné avec soin les suggestions antérieurement présentées par le Conseiller principal de l'ONUC en vue de rationaliser l'administration de la radio, d'améliorer les programmes et de coordonner toutes les émissions du réseau national. Il en est résulté un renforcement de plusieurs services de l'administration et des mesures visant à en renforcer d'autres.

Les méthodes d'administration appliquées à la Direction de la Radio ont été améliorées. Le Service des informations a été placé sous l'autorité d'un seul responsable, ce qui a permis de mettre fin à la division des attributions administratives. Le Centre de documentation a été développé et la collection d'ouvrages qu'il possède est souvent consultée dans la préparation des programmes. On a fait le nécessaire pour réglementer les horaires de travail et veiller au strict respect de l'heure prévue aux programmes; ceux-ci paraissent maintenant régulièrement dans le bulletin quotidien du Ministère de l'information, "Congo-Presse". Il s'agit là de résultats certes fort intéressants, qui représentent un premier pas dans la voie d'une réorganisation administrative de la radio, mais plusieurs réformes administratives urgentes qui ont été proposées par le Conseiller principal ne sont toujours pas mises en oeuvre.

Pendant les trois premiers mois de 1962, un certain progrès a été réalisé dans le contenu et la présentation des programmes, notamment pour ce qui est de la qualité des bulletins d'informations. La création d'un service d'écoute permet de diversifier les sources d'informations. Les contacts téléphoniques avec les stations provinciales, qui sont quotidiens, n'ont pas amené l'introduction dans les programmes nationaux de beaucoup d'éléments régionaux. Par contre, les postes régionaux prennent régulièrement en relais le principal bulletin d'informations du programme national.

Les programmes reçus de l'étranger sont rarement utilisés; c'est avec les seules ressources locales qu'ont été lancées récemment des émissions régulières d'éducation populaire en langues congolaises et en français.

Pendant la période considérée dans le présent rapport, le Ministre de l'information a décidé le recrutement et la formation de nouveaux annonceurs et il a été convenu que le choix des candidats se ferait sur la base d'une évaluation impartiale de leurs aptitudes. C'est là une évolution encourageante, encore que les programmes de formation se soient heurtés aux difficultés inhérentes à la situation, toujours assez confuse, qui règne au sein de l'administration des services radiophoniques.

AFFAIRES SOCIALES

Au début de janvier, le Ministère des affaires sociales du Gouvernement central a formulé son programme pour 1962, donnant à ses divers services les directives les concernant, que les experts de l'ONUC ont activement aidé à exécuter. On trouvera ci-après un exposé des activités entreprises à cet égard. Pendant le même mois, un chaland chargé de secours pour les victimes des inondations a remonté le fleuve. Deux membres de la Section des affaires sociales de l'ONUC s'étaient joints à l'équipe chargée de la distribution, croyant que le voyage leur donnerait l'occasion d'aider les Congolais à comprendre ce que c'est que l'organisation des secours. Mais à cet égard, l'échec a été total.

Formation professionnelle

L'expert de l'ONUC en matière de formation professionnelle a aidé la Cinquième Direction du Ministère des affaires sociales à préparer, en général, son programme de formation. En particulier, les détails des plans d'extension de l'Ecole des cadres ont été mis au point ; une commission interministérielle a été constituée pour étudier la nature et le contenu de la formation sociale ; tous les préparatifs ont été faits pour un cycle d'études de dix jours qui réunira à Léopoldville quelque trente-cinq directeurs de programmes sociaux de toutes les parties du Congo. L'instabilité du personnel administratif du ministère a quelque peu entravé toutes ces activités.

Le technicien belge auprès de la Troisième Direction du ministère étant en congé prolongé, l'expert de l'ONUC en formation professionnelle a prêté son concours à cette division du ministère et a siégé aux commissions chargées d'étudier la condition et l'éducation des femmes et la formation des assistants médico-sociaux.

Développement communautaire

L'expert de l'ONUC en développement communautaire a étudié les possibilités d'action sur place avec le Directeur du développement communautaire au ministère et ses collaborateurs. Une visite dans l'intérieur de la Province de l'Equateur a révélé la nécessité d'organiser un cycle d'études pour stimuler l'esprit et améliorer la compétence des fonctionnaires locaux et des stagiaires. On a donc organisé à Coquilhatville en mars un cycle d'études qui a duré deux semaines. Trois membres de la Section des affaires sociales, des experts de l'Unesco et de la FAO et des techniciens belges en poste à Coquilhatville ont aidé à organiser ce cycle qui était présidé par le Directeur du développement communautaire et qui a parfaitement réussi à indiquer le genre de programme grâce auquel les fonctionnaires congolais apprennent dans l'enthousiasme.

La spécialiste de l'ONUC en développement communautaire s'est, d'autre part, activement occupée de faciliter les travaux de la commission interministérielle pour la mobilisation des masses ; elle n'a cessé de s'occuper de divers cours théoriques et pratiques, notamment un cours hebdomadaire de développement communautaire à l'Institut congolais d'enseignement social.

Logement

L'expert de l'ONUC en matière de logement a rédigé un rapport très complet sur les besoins du Congo en logements qui sera soumis au chef, récemment nommé, de la Section du logement au Ministère des affaires sociales ; il a ensuite fait une étude sur les mesures que demande la réorganisation de l'administration congolaise du logement. L'expert a fait partie d'un groupe de travail mixte chargé de préparer la contribution congolaise à un séminaire sur l'urbanisation en Afrique organisé par la Commission économique pour l'Afrique.

Jeunesse

Le Conseiller principal a consacré beaucoup de temps à examiner, avec le Ministre de la jeunesse et des sports et ses collaborateurs, un candidat possible au poste d'expert des questions de jeunesse. Le candidat, se trouvant déjà en Afrique centrale, a pu venir passer une semaine au Congo pour prendre contact avec les autorités compétentes au ministère et à l'ONUC qui l'ont interviewé.

Secours aux réfugiés

En marge, ou presque, de ses fonctions officielles, le Conseiller principal s'est rendu quatre fois à Elisabethville et au Sud-Kasaï pour parler avec ses collègues de l'ONU du problème des réfugiés baluba et pour donner vie à un comité local de volontaires résidant à Elisabethville qui s'occuperait de porter secours aux civils avec des fonds mis à sa disposition par des œuvres étrangères de secours telles que l'Oxford Famine Relief Committee (comité d'Oxford pour les secours aux victimes de la famine) et le London Friends (Quaker) Service Council (Conseil londonien des œuvres des Quakers).

UNITED NATIONS OPERATIONS IN THE CONGO

Structure of the programme
of the International Telecommunications Union
in the Congo

(Review of the activities since 1960
and proposed programme for 1963)

GENERAL

The activities of the International Telecommunications Union in the Congo are designed to assist the Congolese Government (and in particular the Ministry of Posts and Telecommunications) in the development and improvement of their telecommunications network and equipment, and in the establishment of training facilities and programmes to enable the Congolese personnel to take over all the duties of operating and maintaining the civilian telecommunication system throughout the Congo. The Ministry of Posts and Telecommunications is responsible for all the internal and international, and maritime telephone-, telegraph- and telex operations, as well as for the technical maintenance of the radio broadcasting stations and the transmissions of traffic for the meteorological and the aeronautical services. The I.T.U. Mission has been helping the Congolese Authorities to overcome the initial difficulties which resulted from the disruption of the telecommunication services at the time of independence. Between 1960 and 1961 the main task was to keep the existing services in operation; subsequently progress has been made towards the establishment of a normal technical cooperation programme with the purposes mentioned above. A summary of the activities performed by the I.T.U. Mission in the Congo since 1960 is given in this report, followed by a description of the structure of the 1963 programme, as well as the anticipated results and possible continuation of I.T.U.'s technical cooperation beyond 1963.

1. Initial phase of the programme (1960 - 1962)

1.1 Activities of I.T.U. at the beginning of ONUC's
Congo Operation

The first phase of the I.T.U.'s activities in the Congo started in August 1960 and was devoted mainly to re-establishing communications where interrupted, and to maintaining the existing network in operation. Nearly 50 experts arrived in the Congo with short term contracts, of an average duration of 3 months, and were immediately sent to different areas, where they started restoring damaged equipment or interrupted services. Over 300 Belgian advisors and technicians had left the country after the July events of 1960, and only a small number had remained in Léopoldville. The I.T.U. Mission was confronted with a large technical task. Administrative and organisational matters had to be left aside for the time being. Experts were posted to the various telecommunications installations: at the radio stations, telegraph and telex centres, telephone exchanges, airports, broadcasting stations, etc. They were exposed on many occasions to personal risks, since some of the installations were located outside the safe areas. Details of their work are covered in previous monthly reports prepared by ONUC, and will not be included here. Mention should however be made of the extreme courage and perseverance shown by all experts coming from various countries who, throughout the extremely unsettled and unpredictable conditions of the first months of the Congo crisis, assisted in keeping the large telecommunication system in operation. I.T.U.'s immediate intervention was made possible by the support received from various telecommunication Administrations, and in particular the Ethiopian, Moroccan, Tunisian, Swiss, Canadian, Federal German and others, who made numerous members of their technical staff available to ONUC. The following facts illustrate briefly the work carried out by the I.T.U. Mission during the initial phase:

The main long distance telephone and telegraph circuits, internal and international, were kept in operation. The broadcasting transmissions were continued without interruption, thus permitting the Central Government to remain in touch, as much as possible, with the

population throughout the country. The world's news agencies and papers were kept informed, throughout the incidents, directly from Leopoldville, by means of the telex system, and through direct broadcast reports about the Congo situation, almost on an hour to hour basis, without one single day of interruption. The telephone exchanges in the main cities were kept in operation also without interruption. Delays occurred only through the massive overload of traffic for which the installations were not originally designed.

1.2 Initial difficulties for the establishment of a Technical Assistance Programme.

The Congolese Telecommunication Administration was not ready to absorb at that time organised technical assistance, provided in the regular way by the United Nations, mainly due to the confusion existing within the services, and also due to the general political situation.

Attempts were made to integrate the mission at the policy level within the Congolese Telecommunication Administration to accelerate the implementation of our technical assistance programme, but this proved to be impracticable at the time, and integration could be effected only at the technical, operational level. Some of the former European officials returned to the Congo as advisors and the Congolese Authorities issued an official paper "limiting voluntarily" the technical assistance activities in the telecommunication field to operational aspects only. This made I.T.U.'s work still more difficult, but it was then anticipated that such measures could not remain in force for ever, and the I.T.U. Mission continued with the preparation of a programme which would respond to the needs of the Congo in this field.

In a report to the I.T.U. the Chief of the I.T.U. Mission who had arrived at the end of 1960 suggested that "there was no point in forcing technical assistance on the Congolese Administration which it was not yet prepared to accept, but that a considerable amount of preparatory work could be carried out awaiting a more favourable attitude on the part of the Government". This was acceptable to the I.T.U., and no advisors for the policy posts were recruited then as they were actually not wanted. Serious difficulties between the former advisors and our own would have been unavoidable under these conditions.

1.3 Establishment of an emergency programme

In view of the circumstances, a flexible emergency programme was applied which was to permit later a gradual transition into a regular technical cooperation programme. In addition to the restoration and maintenance of the services, training seemed to be the most important issue and these problems were approached as follows:

1.3.1 Training

Attempts were made by the experts to impart emergency in-service training to Congolese technicians who started providing additional help in overcoming the shock received by the Congolese Telecommunication Administration after the sudden departure of large numbers of Belgian technical personnel. It was recognised also that every effort would have to be made to provide for large scale systematic training of Congolese personnel at all levels to enable them to take over gradually the duties performed earlier by foreign personnel (either Belgian or later on supplied by the United Nations). Local training meant the establishment of adequate special schooling facilities with teachers and equipment. The recruitment of teachers required time; it also was necessary to obtain adequate building space and transportation. This pre-supposed, however, a more settled situation and means that were non-existent at the time.

and UN Headquarters in New York, visited several telecommunications administrations who were likely to provide the necessary facilities within a short time. The target figure of 100 fellows was set and favourable response was obtained first from the German Federal Republic who was prepared to train 20 candidates in modern automatic telegraph communication systems and then the French Administration who offered 30 fellowships in radiocommunication systems. It had been assumed that ONUC would take over the entire costs for this training but after subsequent consultations with the relevant authorities in Paris and Bonn, the host governments were agreeable to provide the funds for the entire tuition. In the case of the Federal Republic, only the travel costs were covered by UN funds and France decided ultimately to cover travel costs as well. Upon special requests during these conversations, the French and the German administrations offered to arrange for specialised courses designed for the needs of the Congolese students and not by providing training with the regular curricula of their training institutions. In that way, the training period could be shortened and every student could receive individual attention. Considerable efforts were made by these administrations to cover our requests, as during the entire training period (which is 18 months in both cases), specialised teaching staff has to be made available full time dealing exclusively with the Congolese students. The details of these programmes which are now in operation are found in paragraph 2.2 below under "Project 10-15".

1.3.2 Equipment

During a second trip on consultations to Geneva, of ITU's senior representative in the Congo, meetings were also held with the responsible German authorities in Bonn, and through the efforts of the German Embassy in Leopoldville, as well as the Ministry of Telecommunications in Bonn, final approval was given in July 1962 for the supply of the equipment required to link the various telecommunications centres in the Congo with automatic error correcting high speed telecommunications circuits. In view of the important repercussions of this project (particularly on the economic development and security of the country), the original sum proposed by the German Government of \$250,000 was increased to one million dollars to cover the basic needs. The planning and implementation is being carried out on a multilateral basis between the ITU Mission at ONUC, the Congolese Authorities and the Federal German Government. This major requirement

on equipment was also solved. Details of the implementation of this project will be found in paragraph 2.1.1 (a) below.

Other requirements like expansion of the telephone system, improvement of broadcasting facilities and others remain to be settled, but certain progress is already being made in that respect as well. A particularly important subject is the provision of new equipment for the interior of the provinces which could not be dealt with earlier.

In spite of the practical difficulties mentioned above, the work continued at the ITU mission, considering that once the political situation would be more stable, staff, technical plans and supplies would have to be ready for immediate implementation. In this way, it became possible to enter into the second phase of our activities during the second half of 1962, when the operational programme is being converted into a substantial development and training programme designed to provide lasting results in the Congo.

2. Second phase of the programme: "Establishment of long term projects" (Work in progress during the second semester of 1962 and implementation schedule for 1963)

The ITU programme in its present state is composed of three main projects:

- 1) Project 10-04 : Telecommunications Operations
(from the 1st of January 1963
to be called "Telecommunication
Development in the Congo").
- 2) Project 10-15 : Telecommunications Training,
Overseas.
- 3) Project 10-17 : Telecommunications Training in
the Congo.

2.1.1 Telecommunications Operations is to occupy by the beginning of 1963, 36 experts. Approximately 6 of these experts are to assist the Congolese Telecommunications Directorate at the policy level. This includes organisation, operations, and technical branches. With respect to organisation, the experts are to advise on the general structure of the administration including personnel posting at all levels, and organisation of the various divisions at the directorate and in the provinces. At the operational branch, the experts

are looking after Accounts and Financial matters of the international and internal traffic as well as the general efficiency of the services. The technical branches look after the maintenance, technical operation as well as planning and development. The remaining 30 experts will be acting as advisors in the regional telecommunications directorates, as well as at the various technical installations. While numerous Congolese officials at the administrative and technical levels are under training (see Project 10-15), practically all ITU experts will have in various capacities also operational functions, but the main emphasis has been placed on advising the Congolese staff on how to handle matters. Attempts are being made at this point to coordinate the work in such a way that duplications are avoided wherever there are Belgian advisors left with the Congolese Administration. This is particularly the case in the Central Directorate, and the process is laborious and complex due to obvious difficulties. Satisfactory progress is however experienced in that direction. The new Congolese Director General who has been in office since May 1962, is becoming more familiar with the purpose of the United Nations; the cooperation is most satisfactory and facilitates progress. (The Director received an ITU fellowship for six months in 1961).

2.1.2 DEVELOPMENT

As pointed out previously, in earlier paragraphs, the aim has been to convert the telecommunications operations project into a development project in 1963.

a) Internal Telecommunications network (multilateral aid from the German Federal Republic).

The first significant implementation in this respect will be the installation of the new equipment to modernise the internal telecommunications system within the Congo. This project will be carried out with the aid of the Federal German Republic consisting of the supply of modern transmitting equipment, receiving equipment, terminals and telex exchanges. All equipment will be provided for interlinking Leopoldville, Luluabourg, Coquilhatville, Stanleyville and Bukavu, which will now become regional telecommunication centres. The new provincial structure resulting from the parliament's decision at the end of August 1962 will not affect the project in any way as telecommunications are under the control of the Central Government and the locations men-

structure for this project had been set up in March 1962 which served as the basis for consideration of the project by the Federal German Government and its final approval. A construction group has been set up at the Telecommunications directorate under the responsibility of one of our experts (Mr. Norman) who works in close cooperation with the responsible Congolese Officials, the Director General - Mr. Kibonge - and his technical director - Mr. Katembwe -. Several other experts of the ITU mission are cooperating with the preparations and detailed planning for this project. It is anticipated that four more experts will come from the German Telecommunications Ministry as well as from the firm manufacturing the equipment. Special arrangements have been made by the German Government to obtain priority deliveries in view of the urgency of the installation of this network. It is anticipated that the first deliveries of the equipment will be made by the first week of January 1963. It will be necessary to airlift the material from Europe in order to accelerate the implementation of this project, and consultations have already begun to prepare for this airlift. It is expected that approximately 40 tons of material will have to be transported by air. The project involves the installation of transmitters in the various cities, construction of new antennas, installation of new receivers in the existing stations, and installation of air conditioning systems (the latter is to be provided from the Congolese budget) construction of new telex and automatic (ARQ Mux) terminals, and a considerable amount of ancillary work. As a result of this new installation, the main centres will be inter-connected with a high speed telex system, improved radio telephone communications as well as a highly efficient telegraph service for the public. The automatic telex system which provides a highly efficient service for government and business, and for the information services, will be of great help in the economic restoration and development of the country. Special circuits are provided in this network for the aeronautical point-to-point services as well as for the speedy transmission of meteorological information. The new network is scheduled to be in operation by approximately July or August 1963.

Additional projects are being considered under "Development" but they will require considerable funds and personnel for their implementation, and will have to be taken up as possibilities permit. A new and important item has been added to the ITU activities after the formation of the new provinces and consideration is being given at this point to the best and most expedient way of providing the additional telecommunication facilities required by these provinces. It is already

anticipated that some amendments will have to be made to the original programme for 1963 by providing approximately ten additional experts.

These amendments will be submitted after evaluation during the second half of January 1963 for approval by UN and ITU Headquarters. Amendments will refer only to additional personnel as the other item "Equipment and Supplies" had already been included in the 1963 Draft Budget with \$60,000. (only \$10,000 were approved). The additional personnel are necessary as we must be active now on several fronts simultaneously within the Congo. This will be essential in order to prevent discontent and political repercussions in the new provinces as well as additional economic problems.

b) Additional Development Projects

In addition to the major projects now under implementation, mentioned in paragraph (a) above, other additional main projects should be started in 1963, and at the moment the main obstacle to their implementation is the lack of funds and foreign exchange. The ITU mission will however continue with planning in cooperation with the Congolese Authorities while efforts are made through various channels for possible financing of these projects. A comprehensive list of the projects is as follows (including those projects already under implementation):

- (a) Modernising and expansion of the telecommunication facilities between Leopoldville and the capitals of the former provinces (now regional telecommunication traffic centres) including: increase of long distance telephone trunk facilities, teletype channels and installation of telex services as a new development together with special direct channels for the meteorological services, aeronautical services and for national security services. The project is already under implementation.
- (b) Improvement of internal circuits for press and information services (part of project mentioned under (a) above already under implementation).

- (c) Development of the Telecommunications networks within the Provinces with connexions to the main network.

To facilitate public communications and efficient functioning of various enterprises vital for the economic and social development of the country.

Implementation not yet started due to lack of funds. Approximately $1\frac{1}{2}$ to 2 million dollars required for these projects.

- (d) Improvement of radio broadcasting services and possible introduction of TELEVISION.

In cooperation with the Ministry of Information and with the Unesco mission, to be utilised as mass information media and for educational purposes.

NOTE: The Chief of the ITU mission considers the television project as a most important one affecting not only the country's educational system but its general development. This opinion is not shared by many. He still considers it a most worthwhile project, and he bases this opinion on the practical results obtained in other countries. The general conception that is "too costly" does not correspond to the reality. Memoranda on this subject have dealt with the matter in some detail and there is a standing request on the part of the Congolese Government for the UN to establish a pilot television project.

- (e) Expansion of telephone exchanges and cable networks.

The public is well aware of the difficulties experienced with the telephones. These are mainly due to insufficiencies in the equipment which

cannot be corrected with additional installations.

NOTE: A most urgent and important item.

2.1.2 Operations (French: exploitation)

Simultaneously with the Development Branch, ITU experts are advising on "Telecommunications Operations". The operational branch, in the telecommunications centres, is charged with providing efficient handling of teleggrams, telex messages, long distance and local telephone calls; installation of new telephone lines and telex subscriber connections, and many other services for the customers. Another aspect is the establishment and exchange of internal as well as international accounts.

NOTE: The telecommunications services besides providing a public service, have also an important commercial aspect being practically the only government department that receives direct remuneration. In this respect, commercial criteria must be applied in addition to the purely technical aspects; accounting and business practices have to be applied taking into consideration the necessities of a public service.

2.2

Telecommunications Training - Overseas, will be continued during the rest of 1962 and all of 1963 along the lines established earlier and described in para. 1.3 above. The practical implementation at this point is as follows:

- a) 20 Congolese technicians are receiving specialised training in Germany (Hamburg), at the installations of the Federal German Post Office on automatic telegraphy systems. These technicians have been selected from the various provinces within the Congo and are being trained - on the equipment which is being supplied under the multilateral aid specified in paragraph 2.1.1 (a) above. They will in particular look after the local telex exchanges as well as after the automatic error correcting radio telegraph terminals (Mux ARQ) which are providing the inter-connection between various cities. The system will eventually permit direct connection by

teloprinter between a subscriber located in the Congo with any other telex subscriber anywhere in the world.

- b) Five Congolese broadcasting technicians are being trained in Germany on a multilateral programme in studio techniques. They are expected to return to the Congo in February 1963.
- c) 28 Congolese technicians are receiving specialised training in modern radiocommunication systems including maintenance and operation. Their training course will be of 18 months and will be carried out on a multilateral basis at the Telecommunications installations of the French Government in Paris and outside. After the return of the students - expected for early 1963 -, they will be charged with the operation and maintenance of all the main radio centres in the Congo, and they will have to cooperate closely with the 25 other students mentioned in sub-paragraphs (a) and (b) above. The training is arranged as follows: seven months of general review of mathematics and principles of electricity and transmission, six months at the laboratories in continuation of the theoretical training and ultimately 5 months of practical work in the main centres of the French Government performing regular duties side by side with French technicians.
- d) The 3 groups mentioned above constitute a total of 55 fellows who are now receiving training. Three main telecommunication branches are covered under this training programme, viz. radiocommunications, broadcasting studios and automatic telegraph systems. Another important branch is automatic telephone exchanges and it is hoped that further aid will be received to train technicians for this speciality. Efforts are being made however, to establish, as early as possible, adequate training facilities locally in which case overseas fellowships would not be required.

5 December, 1960.

PROGRESS REPORT NO. 6.

ON

UNITED NATIONS CIVILIAN
OPERATIONS IN THE CONGO

(Summarizing activities in the period 1 - 30 November, 1960).

	Page -
Part I. Introduction,	1
A. Background Information	
1. The Fellowship Programme in the Congo	2
2. Parastatal Organizations.	3
B. General Coordination.	6
Part II. Activities undertaken during the month of November.	
A. Agriculture and Food Supply	8
B. Communications.	10
C. Education	12
D. Finance and Economics	13
E. Foreign Trade	14
F. Health.	15
G. Judicature.	16
H. Labour.	17
I. Natural Resources	18
J. Public Administration	19
K. Public Works.	20
L. Social Affairs.	21
ANNEX I - List of Civilian Operations Personnel in the Congo as at 30 November, 1960.	
ANNEX II - List of Fellowships awarded by ONUC.	

PART I

I. INTRODUCTION.

The month of November has seen forward motion in some phases of Civilian Operations - notably finance - but in others it has been a period of limited progress and of waiting for the political and administrative climate which would favor the many actions which the Mission has recommended. The incidents which took place at the end of November severely affected most phases of Civilian Operations, bringing even some of the operational activities to a temporary halt.

Perhaps the most hopeful area of operation at present is that of training. As shown in Part I below, ONUC has sent out its first 75 Congolese fellows, and has coordinated the selection of 35 who have already left for training under bilateral arrangements and of a further 75 who will leave in the next two months. At the same time another 275 Congolese are enrolled in formal classes organized in Leopoldville and conducted - wholly or in part - by ONUC personnel. These courses cover the fields of postal administration, labor inspection and public administration. On a more informal basis, in-service training is being given to the Congolese staff of the Meteorological Service, and Aviation and Telecommunications Service, and the Foreign Trade Offices by their UN counterparts.

A. BACKGROUND INFORMATION.

1. The Fellowship Programme in the Congo.

The status of the Fellowship Programme in the Congo as at 30 November is as follows:

A total of 75 Congolese trainees have actually left for studies abroad under grants arranged and financed by the UN Congo Fund. As indicated in previous Progress Reports, the greater number - 68 - are destined for training as doctors through the facilities of the World Health Organization; 7 are Meteorological specialists undergoing shorter-term training in France and Switzerland. Within the next month, another three will be sent by the International Labor Organization for instruction in the field of labor inspection and safety, and two telecommunications trainees will leave for Europe. A list of the names, departure dates, fields, and countries of study of these fellows is attached to this report as Annex II.

In addition, bilateral fellowship offers from the Governments of Israel, United States, Tunisia and the Federal Republic of Germany are being coordinated by ONUC, while several other governments are completing arrangements for such offers. For the most part, the host country will absorb the entire cost involved, although in some cases the UN will take responsibility for the travel of the fellow to his country of study. Of the placement opportunities offered by the United States government, 23 have already been filled during the months of September, October and November in the fields of public administration, foreign trade, medicine, political science, and public information; seven more will leave for the United States in December. On the first of October, 12 Congolese left for training in Tunisia as policemen and in police administration, and three candidates for training in political science, mathematics, and commercial science respectively left on 24 November.

The selection of candidates for study in the other countries is currently being carried out by their representatives, together with the ONUC Fellowship Placement Officer and the appropriate technical experts of the Civilian Operations Mission. In the next month or two, the UN-coordinated bilateral arrangements will cover the training of some 50 youth leaders (educational monitors) in Israel and the Federal Republic of Germany, and some 20 civil servants in Israel.

2. Para-statal Organizations.

The term "para-statal" has appeared in Progress Reports of the Civilian Operations Mission - as in all documents relating to the economy of the Congo - to designate a varied and somewhat confusing range of organizations. These organizations being at the core of the Congolese economic, financial, and social structure, are relevant to almost every phase of UN technical assistance in the Congo and vice versa. In fact, the United Nations was asked by Congolese authorities to gather all the relevant information on the most important of the para-statal organizations in Brussels. This information will be useful in day-to-day UN civilian operations and to facilitate the negotiations proposed to take place in the near future for the transfer of the headquarters of these organizations to Leopoldville and to resolve other questions concerning their future relationship to the independent Congo Government.

Para-statal organizations are those autonomous bodies in which the Government (previously of the Belgian Congo, now of the Republic) holds total or predominant control. There is always governmental representation on their respective Boards and governmental guarantee of their obligations. They extend over the realms of public utilities, social services and finance, as well as into the fields of scientific research and conservation of resources. Related to the family of para-statal organizations, but not included in such a category, are three concessionaires which exercise rights of domain over land and mineral resources on behalf of the Government. They are the Comité Spécial du Katanga (management of land and forests), the Comité National du Kivu (management of lands, forests and mines), and the Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains (rail and river navigation as well as mines). Such large Corporations as the Union Minière du Haut Katanga and the Forminière of Kasai are not considered para-statal organizations by virtue of the predominantly private nature of their financing and management.

Because of the border-line delineation between organizations which may or may not be considered para-statal, there is no definitive list of this category of organization. To give a general idea, however, of the number of organizations which might be considered as para-statal, the United Nations itself is working with a list of some 25. Their diversity and importance are best illustrated by summarizing the fields of interest of some of the major ones.

The Office d'Exploitation des Transports Coloniaux - OTRACO.- is one of the most important of the operational public agencies. It runs a vast network of railroads, waterways and roads, including the ocean port of Matadi, the railroad link from Matadi to Leopoldville, the inland port of Leopoldville, and the extensive river network formed by the Congo and Kasai rivers and their tributaries. It was established in 1935 and, as at the time of Independence, was run by a Board based in Brussels and composed of eleven members prominent in the field of business or labor and appointed by the King of Belgium. The Board included a Government representative. OTRACO employed a total labor force of over 20,000, the greater percentage Congolese. Apart from the majority Government interest, there are foreign bondholders and lenders.

Office des Cités Africains - OCA - is another of the operating agencies, this one responsible for large-scale construction of housing units for Congolese, and, in general, for improving land placed at its disposal by the government. Also managed from central offices in Brussels, it is one of many para-statal organizations which covered Ruanda Urundi as well as the Congo.

Société de Crédit au Classes Moyens - is one of several para-statal organizations which operated in the field of finance. It would grant long and medium-term credits to private companies with a view to stimulating the inauguration, development, transformation, and activity of agricultural and mining enterprises, handicrafts, commercial, industrial and professional ventures of small or average size. From 1948 to the end of 1959, 1,827 loans had been granted in a total amount of 1,322,000,000 Congolese francs, and another 666 special loans (543,500,000 francs) had been made for Government-sponsored development programs supervised directly by the Société.

La Caisse d'Epargne du Congo Belge et du Ruanda-Urundi - is another of the para-statals in the finance field. It is the only Congo savings bank, with facilities to extend short-term, medium and long-term credits. Prior to Independence the Caisse d'Epargne had over one million depositors with deposits totalling more than three and one-half billion francs. Its working capital is provided by the Government. It has branch offices in each Provincial capital throughout the Congo and Ruanda Urundi, as well as agencies in 14 other cities and a system of "travelling bureaux" throughout the interior - which covered some 650,000 kilometers of circuits in 1958. It might be noted that 47 per cent of the deposits in 1959 were held by Congolese.

Institut Pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale - IRSAC - is a non-profit, government-endowed organization, set up in 1947 with the objective of stimulating, promoting, achieving, and coordinating research in natural and physical sciences. Subsidies have been granted by IRSAC for all research work provided for by the internal regulations of the Institute.

Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo Belge - INEAC - was established in 1933 to administer government agricultural enterprises and to organize agronomical research. Working with government endowments, INEAC has created a chain of research stations throughout the country, where trained personnel carry out observations and experiments in stock breeding, crop selection, weather tests, etc.. INEAC examines the factors affecting agricultural production under the various ecological conditions obtaining in the Congo, and applies the results of its research in order to improve agricultural methods.

Fonds Reine Elizabeth pour l'Assistance Medicale aux Indigènes du Congo Belge - FOREAMI - is one of several para-statals in the social field, founded in 1930. Collaborating with the Government Health Service, FOREAMI has brought social and medical assistance to all parts of the country, and particularly to the Lower Congo region, with its chain of hospitals and dispensaries; its program of mass examinations, milk distribution, maternal and child care, etc.. Two of its four technical sections are organized on geographical lines operating exclusively in the Lower Congo; the other two divisions are organized by type of work, one devoted to leprosy control and treatment, and one specializing in maternal and child care. The Government subsidy for FOREAMI in 1959 was 124,867,000 CF, while private donations came to some 25,000,000 CF's.

Caisse des Pensions des Travailleurs du Congo Belge et Ruanda Urundi - part of the overall complex of the social security scheme is the section devoted to old age pensions. It covers all Congolese employees (civil service, para-statal organizations and private employees), and is a contributory pension plan in which both the employees and the employers make payment. It is conducted on a normal actuarial basis. The Caisse des Pensions is a self-sustaining fund, completely controlled by the Government.

The administrative headquarters of the great majority of the para-statal organizations were established in Brussels, with sub-offices in the Congo. One of the major points of discussion between the two Governments will therefore involve the mechanics for transferring administrative control to the Congo, and for placing their financial control under the Ministry of Finance.

Another matter to be discussed is the division of assets of those organizations which covered both the Congo and Ruanda Urundi, among them OCA, the Regie des Distributions d'Eau et d'Electricité, the Caisse d'Epargne, the Société de Credit aux Classes Moyens, the two Caisses des Pensions, the Fonds des Invalidités, and the Fonds de bien-être Indigène .

In the case of at least three of the organizations - IRSAC, INEAC and FOREAMI - alternate arrangements will have to be worked out for the endowment of these non-profit agencies, should they be found to be non-supportable by the Congo Government under present circumstances.

The primary role of the United Nations at present is as a gatherer of information and a potential supplier of advice and good offices, but in Leopoldville and other parts of the Congo, Civilian Operations advisors have been drawn into vital policy and operational questions in respect of some of the para-statal organizations. The Senior Consultant for Finance, for example, has been instrumental in persuading major depositors and creditors of the Caisse d'Epargne not to take action which would aggravate an already dangerous flight of funds, and which might have precipitated a banking crisis.

Civilian Operations personnel will continue to collaborate with Congolese and Belgian authorities in so far as their services are required for an orderly transfer and management of the complex organizations which hold so much economic promise for the Government of the Republic of the Congo.

B. GENERAL COORDINATION.

"Chantiers de Jeunesse".

A project which requires the collaboration of several members of the Civilian Operations involves the revival and support of "Chantiers de Jeunesse" - a network of youth camps introduced into Leopoldville some two years ago by an association of civic organizations.

At the end of May, 1960, there were seven such camps in the Province, with an enrollment of 2,000 boys. The programme covered general and civic education, but concentrated primarily on agricultural training. Other camps existed in the Provinces of Katanga and Kivu. They are designed to accommodate boys between the ages of 17 and 21 for a one or two-year period between leaving school and finding employment. The Leopoldville camps are located in a rural environment out of the city proper, and the students remain in dormitories with week-long leave periods each three months. The Chantiers can take from 160 to 200 boys each, and their staff generally consists of two administrators and a group of Congolese "Moniteurs".

While the youths are at the camps the Association pays for their lodging, food and transportation, and gives them some 100 francs (\$2.00) pocket money monthly. These expenses, as well as the overall cost of maintaining the Chantiers, have been met up to the time of Independence by allocations from the Provincial budgets. In the Government's ordinary 1960 budget, 35 million Congolese francs (\$700,000) were earmarked for the Chantiers programme (based on the calculation of a little less than \$200 per year for each boy expected to be enrolled, and an additional amount for equipment). Up to October, some 15 million Congolese francs had been put out for the youth camps, at which time further payments were stopped for lack of Central Government funds.

In studying the needs of Leopoldville Province, the Senior Consultant for Labour, the ONUC Civilian Officer for the Province, and the Social Affairs Advisor have focussed their attention on the threatened collapse of the promising youth camp structure and its implications in terms of economic and social disorder. They have called the attention of the authorities to an estimate that there are currently some 25,000 unemployed young people between the ages of 16 and 21 in Leopoldville Province alone, and that this number appears to be growing (in the Congo the proportion of the 1-18 age group in the entire population is unusually high, the ratio ranging from 37% in Orientale Province to as much as 68% in Katanga). The existence of thousands of unemployed youths, taken positively, offers a reservoir of possibilities for the selection and training of those who would be useful later as responsible leaders in various sectors of public life. Taken negatively, it is a breeding ground for social disorder, juvenile delinquency and gangsterism.

At the time that the Civilian Operations team began to study the situation of the youth camps only some of them were in operation, and on a reduced scale. However, the lack of new funds was threatening a total disintegration of the framework, a loss of capital already invested, a dispersion of personnel already trained for instructional duties, and a disillusionment of the youths whose training was interrupted.

The first UN efforts have been directed, therefore, towards finding a source of financing the 1960 expenditures of the Chantiers, which had been provided for in the budget of Leopoldville Province, but for which provincial funds were no longer available. To assure the future of the youth camps, ONUC has agreed that a sum of 4.3 million Congolese francs from the counterpart funds of its \$5 million grant to the Congo can be used by the Central Government for the youth camp programme. These funds will cover the operation of 10 camps for at least the next two months.

With the necessary financial measures having been taken to forestall the disruption of the system, the Mission - and particularly the Civilian Officer for Leopoldville Province - is working with the Congolese on a plan for the continuance of the Chantiers scheme into a broader training programme, not only in agricultural techniques, but in a wide range of trades and general education.

PART II.

REPORT ON ACTIVITIES UNDERTAKEN FROM 1 - 30 NOVEMBER, 1960.

A. AGRICULTURE AND FOOD SUPPLY.

1. Agriculture

The concern of the UN experts that the agricultural situation throughout the Congo would take a downward turn after the momentum of the post-Independence months had worn off is being borne out. On the small farm settlements ("paysannats"), particularly in the Provinces of Orientale and Equateur, the absence of supervision is leading to a breakdown of the normal routine and a failure to plant crops for the new season.

As an extension of the plan which the agricultural advisors have submitted for the reorganization of the Central and Provincial Ministries of Agriculture, the team has now prepared a programme of technical assistance which it recommends over the next two or three years. This programme provides for a total of 40 experts who would serve in advisory capacities, nationally and locally. They are expected to help in both the establishment of an effective long-time programme and the immediate problem of encouraging farmers to produce a normal food supply for the population. As for the more current plans of the UN in the agricultural field, five more positions have been approved for the Congo team, making a total of 25 in all (4 in the field at this moment). The newly approved posts are for agricultural advisors to the respective Provincial Ministries.

2. Food Supply.

During the month of November, the total food donations made to the Congo through ONUC rose to 7,288,160 pounds, and the amount shipped to 6,360,860. Shipments of food in the last four weeks were aimed at alleviating emergency situations among groups of refugees gathered in Kasai, Kivu, and Katanga Provinces.

The major story, as this Report is being prepared, is the worsening situation among some 250,000 refugees in the South of Kasai Province, which has brought them close to famine. In response to the heightened emergency, UNICEF approved an allocation of \$150,000 in the middle of November - the money to be used for procurement of additional foodstuffs for this region. The Civilian Operations Mission has organised a special co-ordinating group to act in the fields of health services and nutrition, as well as to handle the increased distribution of food. During the first week of December, this group - including the food co-ordinator - will visit the Bakwanga area to work out specific details.

In Kivu, a total of 250,000 Congolese francs was transferred from the ONUC Food Co-ordinator's account to the Committee for Refugees in the capital city so that the Committee could purchase food supplies needed by the rapidly growing refugee colony there.

In Western Katanga, the UN was concerned with the problem of some 4,000 Baluba refugees of the Kasai tribal fighting who had fled to seek shelter in the town of Bukama. To assist them, six tons of canned fish (out of a total donation of the Government of Japan of some 30 tons) were airlifted to the town, accompanied by a representative of the International Committee of the Red Cross. An allocation of funds - in the amount of 160,000 Congolese francs - was also made to the UN Civilian Officer based in Katanga, allowing him to buy manioc flour, maize flour, groundnuts and rice for the refugees in Bukama.

Special assistance was also given during this period to the community of Kindu in the South-eastern area of Leopoldville Province.

The milk distribution programme has been continuing and is reaching an estimated 74,000 children.

, In addition to the \$150,000 which UNICEF has approved for the refugee feeding programme, the Agency has also allocated another \$100,000 towards the purchase of vehicles for the mobile health teams which WHO is organizing on a countrywide scale.

B. COMMUNICATIONS

On 23 November, a Senior Consultant for Communications (Yugoslavia) arrived to join the Consultative Group, and he has assumed responsibility for directing and co-ordinating the work of the UN in the following fields:

1) Civil Aviation

The UN civil aviation team in the Congo now consists of **33** advisors and experts assigned to key airports throughout the country. They continued their operational functions in November. In addition, a part of the team was detailed to Kindu (Kivu Province) Airport for a period of ten days to assist in preparation and handling of the **airlift** necessary for the transfer of UN troops to and from the area. While they were there they helped to repair some of the considerably damaged and out-of-use radio navigational equipment at the airport, although many of these repairs could only be - for lack of parts - temporary ones.

At each station where members of the civil aviation team are located they are giving instruction to the Congolese in basic English aeronautical terminology so as to prepare them for the aviation services courses that are planned. A newly-arrived member of the team is working on preliminary plans for an air traffic control school in Leopoldville.

The Civil Aviation team has been particularly affected by the political events and by difficulties in co-ordination with the Ministry of Transport and Communications.

2) Telecommunications and Postal Services.

There has been a substantial turnover in the staff of the telecommunications team during the month of November with 12 technicians from Tunisia, Switzerland and Ethiopia having completed their assignments, and seven experts from Switzerland and Ethiopia having arrived thus far to replace them. There is now a team of 34, continuing operations in Stanleyville, Leopoldville, Luluabourg, Coquilhatville, Matadi, Thysville, Bukavu and - for the first time - Goma.

Two Congolese candidates for training in telecommunications have been nominated for fellowships and are currently being processed.

The three postal experts assigned to the main post office in Leopoldville have collaborated with the Senior Consultant in Public Administration and the Ministry of Fonctions Publiques to organize a training course for 63 senior officials of the post office.

3) Meteorology

With the departure on the 19 November of one member of the Meteorology team, and the arrival of a Chief Forecaster at the same time, the number of international staff remains at six. The Chief of the team spent five days during the period under review in Elizabethville at which time he tried unsuccessfully to obtain the regular information necessary to prepare forecasts for the Congo as a whole.

It has been reported that the weather observation stations at Kobongo, Maleuba-Nkulu, Kabalo, and Pweto have been closed as a result of tribal fighting in Katanga. Efforts have had to be redoubled to assure a consistent service at Leopoldville's Ndjili airport, where the transmission of meteorological data appears to be less satisfactory on week-ends and holidays.

4) Transport

With the departure of the five diesel engineers (four for home, one for another assignment in Kamina), the new Senior Consultant is the only UN advisor in the transport field. He has continued to keep in touch with day-to-day transport operations and to help with various problems that arise; for example, in helping to obtain information concerning spare parts for the dredges which maintain access to the port of Matadi. In regard to the river pilots on the route between Matadi and Banana, the personnel situation is now back to normal and efforts are being made by the government to initiate a training scheme for Congolese pilots with the possibility of UN assistance.

5) Radio Broadcasting

The expert in this field concluded his assignment with short trips to survey radio broadcasting facilities in Coquilhatville, Luluabourg and Bukavu.

In all cases, the Congolese staff were found to be running these Provincial stations capably, but under considerable handicaps through shortage of staff, equipment, funds, or all three.

A final report, rounding up the position of five Provincial stations and stressing the urgency of arranging immediately for certain pieces of equipment to be put in service, has been prepared for the authorities.

C. EDUCATION

The Senior Consultant for Education and three members of the UNESCO team continue to concern themselves with plans for the accelerated training of secondary teachers in the Congo, for the reorganisation of the Ministry of Education, and with the recruitment of foreign teachers by UNESCO from abroad. In the latter case, a partial list of the specifications for these teachers, by school and level of teaching, has been drawn up for the Provinces of Kivu and Leopoldville, as well as for Catholic schools in every Province (Katanga excepted) and Protestant schools in three. The needs of Kivu in particular - as well as expert and fellowship needs in that area - were discussed by the Senior Consultant in a week-long visit to Bukavu.

A member of the educational team is co-operating in a series of lectures which have been organised by the Senior Consultant for Public Administration for senior civil servants (see page 19).

The expert in educational statistics completed his 3-month assignment at the end of November and submitted a final study on the education of women in primary, secondary, normal, and professional schools.

D. FINANCE AND ECONOMICS

During the past month the economic and financial team (including the analysis and policy unit) grew from seven staff members to eleven with the addition of experts on budgetary control, customs administration, provincial finances, and statistics.

With the arrival of a new specialist in this field, the finance team again concentrated on working out a budget for the remaining months of 1960 and was able to make some progress in this endeavour. Work has also begun on a budget for 1961, or at least for the first four months, since the information on which a full year's budget would be based is not currently available.

The level of funds of the Congolese Treasury, which has occupied a large share of the time of the economic and finance team, has reached another low as the United Nations grant of \$5,000,000 and its countervalue of 250,000,000 Congolese francs has been used up. Emergency measures may be necessary if there is no substantial improvement in Treasury income.

Amidst the dark situation of the Treasury, the regular meetings of the Monetary Council have been a hopeful sign, and have led to positive measures in order to stave off future financial difficulties. These measures have included the prolongation of promissory notes, prevention or withdrawal of deposits from savings banks, extension of credit facilities by the Central Bank, and increased advances by the Central Bank to the Government. Through all this, the Senior Consultant has maintained the closest possible collaboration with the Ministry of Finance and has been asked to advise on every major problem in the economic and financial fields, including the situation in the Provinces.

The finance unit has delegated one of its staff members on a nearly full-time basis to the Office de Change (see section on Foreign Trade) where he assists the Director and staff in handling the daily work-load. Under his direction, professional courses have been organized to familiarize the Congolese staff with the techniques of foreign exchange control. Another member of the unit is working in the import/export licensing office. A third member of the team has returned from Brussels where he had worked with seven other UN experts on preliminary research into the status of para-statal organizations (see page 3).

Economic Analysis and Policy

The two economists and a statistician who now form this group, have continued to work on: 1) the relative economic weight of the Provinces in the overall economy, and 2) the structure of employment and unemployment in the Congo. They have furthermore assisted in the preparation of forms for the analysis of banks' liquidity conditions and in a study of the structure of rates of interest charged by commercial banks.

The statistical expert has started a detailed survey of the services available in this field with a view to recommending simplifications. He is also one of the lecturers taking part in the courses for senior civil servants (see page 19).

E. FOREIGN TRADE.

A new Senior Consultant in Foreign Trade, also from Switzerland, arrived on 9 November to replace the first advisor in this field.

The Commission de Change and its two executive offices for the control of foreign transfers and import/export licensing have continued to function effectively during the period. The Commission, in accord with the Monetary Council, has made an initial distribution of the foreign exchange available in the equivalent of 600 million Congolese francs (250 million being a grant from UN and 350 million coming from the receipts of export trade). In allocating these funds, priority has been given to a list of authorized and urgently-needed imports, to payments for merchandise being held in customs, to the personal transfer of funds, and to emergency imports individually authorized by the Commission. The Commission spent a good deal of time in the past month having to decide separately on the items which deserved special consideration, but which could not be included on the regular list of priority imports.

The Commission de Change also discussed with an official delegation from the Province of Kivu how the controls which had been put into operation on the central level might be delegated to the Provinces. It is hoped that the arrangements which have been reached for Kivu might also serve as a basis for other Provinces.

The foreign trade team has drawn attention to the fact that the present system of control points up a tendency towards deterioration in the balance of payments of the Congo, and also that the operations currently being allowed will not be sufficient to cover the needs of the country. They have, therefore, been studying ways of expanding exports in the immediate future and they have begun to make contact with principal exporters to determine the steps that might be taken to favor an increase in export volume.

F. HEALTH.

Since 1 November, the first members of the team of 130 operational health personnel who will be seconded by WHO to the Government of the Congo, have arrived and several other members of the team are due within the next few days and weeks. As they arrive, they will fill the gap left by the departure of some of the Red Cross teams. However, it has not been possible to recruit this WHO operation staff as quickly as it was hoped. The Red Cross has therefore agreed to either extend the stay of its teams by another two or three months or to replace the departing staff with new teams for that period, assuming that the main hospitals in the Congo will be covered until the full complement of 130 doctors and medical aides arrive.

Since the last report, three more Congolese have been sent to Europe for training as doctors, bringing the total number of UN fellowship holders in this field to 68. Plans are now in preparation for the training of nurses and "infirmiers" in the Congo.

G. JUDICATURE.

In the period under review, the Senior Consultant for Judicature worked out the details of the accelerated training courses for Congolese judges, following up his original proposal for a School of Law, independent of Lovanium. It has been decided that the School will be a section of a more general institution which, under the name of "National School of Law and Administration", will train both magistrates and civil servants. It will be established in coopération with the Ford Foundation. It is expected that the legal section of the School will be ready to start soon and the UN has already agreed to provide one additional lecturer and three assistants (the members of Lovanium's Legal Faculty will conduct most of the classes), as well as 60 scholarships, each amounting to 36,000 Congolese francs a year.

H. LABOUR

The Senior Consultant for Labour and the two experts attached to his team are continuing on the various projects which they have undertaken in past months, namely, assistance in the transfer and overhaul of the social security system; advice on the continuance and expansion of the "Chantiers de Jeunesse" (see page 6) survey of possibilities for training at the Kamina Military Base; and the training of Congolese labor officials. In the latter respect, three candidates for ILO fellowships have been selected and are due to leave for Europe at the end of November for training in labor inspection and industrial hygiene. The accelerated training course for labor officials organized by the team and begun on 17 October is proceeding satisfactorily. One ILO instructor has joined three members of the Lovanium Faculty to give the courses, which involve four hours of instruction a day spread over a four-month period. There are 34 trainees taking the courses, which will prepare them to assume senior posts in the Central and Provincial Ministries of Labor.

The Tripartite Committee on Social Security - which includes an ILO expert - has drawn up its recommendations for a revision and adaptation of the present system, and its proposals are expected to be approved and put into effect shortly.

I. NATURAL RESOURCES.

An expert in this field has spent the month of October and the first week in November on a survey trip in the Provinces and is preparing a report on the information he has gathered.

J. PUBLIC ADMINISTRATION.

The first UN Senior Consultant in the field of Public Administration was replaced on 1 November by a Tunisian Advisor in this field.

A major development during this period has been the organization by the Congolese - with UN participation - of an accelerated training course for senior civil servants. The course, which began formally on 30 November in the Central Administrative Building, has an initial enrollment of 178 officials, a group from each of the 16 major Government departments. The Senior Consultant has arranged with the Secretary General of the Ministry of Fonction Publique that these officials will be released every afternoon from their ordinary administrative duties for the duration of the course. Together with other members of the Civilian Operations Mission, the Senior Consultant presides over the course, which consists of four classes per day in administrative organization, elements of constitutional law, elements of political economy, Congolese financial law, and statistics. At the same time, the trainees receive French language instruction. The courses, which will end with a qualifying examination, are expected to prepare the Congolese administrators to take over the principal services of their respective departments.

The Senior Consultant for Public Administration has also collaborated in the organization of a course for postal administrators (see page 10).

K. PUBLIC WORKS.

On 10 and 19 November, the United Nations added \$130,000 (6,500,000 CF) and \$500,000 (25 million CF) to the sum which it had already allocated for the emergency public works programme, bringing this fund to a total of \$1,130,000 (56.5 million Congolese francs). The first seven projects as listed in Progress Report No. 4 have all started - the three in Kasai on 5 October, the swamp drainage project in Leopoldville on 17 October, the project in Bukavu on 25 October, and the Stanleyville and Coquilhatville projects on 2 November. The team of engineers assigned to the Provinces are studying the feasibility of additional projects which may be financed by the United Nations. As this original phase of surveying is drawing to a close, it has been possible to reduce slightly the staff of the engineering team.

Close working relations have been established between the ONUC advisor and the Ministry of Public Works of the Central Government, with regular meetings being held for discussion of current problems in Leopoldville and the Provinces. The Civilian Operations Mission has been asked to recruit two more experts who would work in the Ministry of Public Works as advisors with particular regard to administrative questions.

L. SOCIAL AFFAIRS

During the first week of November, the Social Affairs Advisor made a brief visit to the Province of Equateur, but it was not possible for him to make contact with the Provincial Minister and take up the question of unemployed youth and other social problems which had been scheduled for discussion. In addition to continuing his work with the Central Ministry of Social Affairs, the ONUC Advisor briefed the newly appointed social welfare officer for the Kamina Base, reported on community development problems in the Congo, and joined with other members of the Civilian Operations Mission in discussions about the future of the Ministry of Classe Moyenne.